

**Vers le Capitalisme
ou
Vers le Socialisme ?**

Léon Trotsky

7.11.1925

Table des matières

| | |
|--|----|
| Introduction à Vers le capitalisme ou vers le socialisme ? Pierre Naville | 2 |
| Préface : à <i>l'édition allemande</i> de « Vers le capitalisme ou vers le socialisme ? »..... | 9 |
| 1. Le langage des chiffres..... | 12 |
| 2. Nous et le monde capitaliste..... | 26 |
| 3. Les coefficients de comparaison de l'économie mondiale..... | 28 |
| 4. L'allure du développement, ses limites matérielles, ses possibilités | 33 |
| 5. Le développement socialiste et la puissance du marché mondial..... | 35 |
| 6. La socialisation du processus de production | 38 |
| 7. Les crises et autres dangers du marché mondial..... | 40 |
| 8. Remarques finales | 44 |

Introduction à Vers le capitalisme ou vers le socialisme ?

Pierre Naville

Le livre de Léon Trotsky que nous publions aujourd'hui a paru pour la première fois comme feuilleton dans la [Pravda](#) en août-septembre 1925. Les communistes français eussent gagné à le connaître dès cette époque, car sa lecture aurait pu les détourner de polémiques malveillantes en même temps que leur donner la vue d'ensemble sur la mécanique et les perspectives de l'économie soviétique dont ils sont encore privés. C'est avec ce double souci que nous avons entrepris de le publier.

Nous ne résumerons pas le contenu du livre. Dans sa préface à l'édition allemande Trotsky a lui-même défini les buts visés. Indiquons seulement qu'il traite de l'ensemble des problèmes de la construction économique en Russie soviétique, résumant et synthétisant les enseignements des années passées, les progrès probables, les erreurs possibles, les obstacles inévitables. C'est un commentaire largement esquissé des problèmes posés par la NEP, où trouvent leur place les études sur l'économie de plan, nécessaire à une gestion socialiste des ressources du pays et à un contrôle de leur développement ; sur le rythme comparatif de la croissance de l'industrie nationalisée, des industries privées et de l'agriculture ; sur la politique de l'U. R. S. S. en matière de commerce extérieur et de concessions dans leur rapport avec le capitalisme international ; sur le développement de la technique, les questions du rendement et de la répartition, l'élévation du niveau culturel des masses ; enfin sur les perspectives générales résultant de « l'encerclement capitaliste » et de l'intégration progressive au marché mondial. Trotsky a utilisé comme base de documentation les *chiffres de contrôle* réunis pour la première fois par la *Commission pour le Plan d'Économie d'État*, dont ses analyses constituent comme l'illustration et le commentaire.

Le fait que l'ensemble de ces chiffres sont aujourd'hui dépassés ne diminue en rien la valeur de l'argumentation. Au contraire : certains constituent maintenant une référence stable dans le passé, et d'autres ont subi l'épreuve de la réalisation. Ils n'en sont que plus éloquents, et ils nous permettent d'apporter à notre tour la critique.

Or nous pensons que cette critique doit aujourd'hui être toute à l'honneur de Trotsky. Le développement de l'économie soviétique en 1925-26-27 confirme ses analyses, et *en tout cas rentre exactement dans les perspectives qu'il avait tracées en indiquant les erreurs et les obstacles possibles*. Ce livre, comme tous les autres ouvrages de Trotsky, a été attaqué par les théoriciens actuels de l'Internationale Communiste ([Boukharine](#), [Staline](#), etc...) comme constituant une révision du point de vue de [Lénine](#) sur les questions traitées. Mais cela apparaissait si peu qu'on eut recours à la mauvaise foi. Voici ce qu'en dit Staline à la 15^e Conférence du Parti bolchevik : « Cet ouvrage n'est-il pas un indice que Trotsky a le désir de se détacher de ses fautes de principes ? Un certain nombre de camarades croient même que Trotsky s'est réellement détaché dans ce livre de ces fautes de principes, ou tout au moins qu'il s'est efforcé de le faire. Et moi, pauvre pécheur que je suis, je souffre d'un certain pessimisme à ce sujet et je suis obligé de dire que je ne crois malheureusement pas que c'est conforme à la vérité. Prenons par exemple le passage le plus saillant du livre de Trotsky, etc.. »

Or ce passage le plus saillant n'est autre que les dix premières lignes du livre. Tout le contenu du volume est passé sous silence ! Voici ce que répondit Trotsky : « Ce livre a paru pour la première fois en 1925 comme feuilleton dans la *Pravda*. La rédaction de ce journal ne m'a pas fait observer une seule fois qu'il y avait là-dedans des idées hérétiques sur le caractère de notre Révolution, Cette année a paru la deuxième édition du livre, qui a été publiée par l'Internationale Communiste en plusieurs langues étrangères, mais je n'ai pas entendu dire jusqu'ici que ce livre exposait d'une façon inexacte notre développement économique, etc.... »

Mais disons mieux : non seulement cet ouvrage ne révisé nullement les données généralement défendues par Lénine sur la NEP, mais il complète et développe ces données en élargissant le point de

vue défendu par Trotsky lui-même sur le développement de l'économie entre le 10^e et 13^e Congrès du Parti bolchevik, point de vue admis par la majorité du Parti. Montrons-le brièvement.

C'est au 12^e Congrès du Parti bolchevik (avril 1923) que les russes examinèrent en bloc les premiers résultats de la NEP, vieille de deux ans. La production, prise dans son entier, travaillait encore à perte. L'artisanat reprenait vie plus rapidement que la grosse industrie ; les échanges avec la campagne, encore primitifs, se multipliaient. La condition des ouvriers, celle des paysans, restait encore médiocre. Le manque d'objets manufacturés se faisait durement sentir. Mais l'ensemble des chiffres fournis au Congrès montraient que la NEP avait rempli sa promesse essentielle, qui était d'empêcher le pays de périr en redonnant une forte impulsion aux forces productives. Dans son discours au 12^e Congrès, Trotsky ramassa en un aperçu saisissant¹, les problèmes que le Parti bolchevik devait aborder. Il fallait d'abord continuer à pousser de l'avant la production pour ne plus travailler à perte. Ensuite, il fallait renforcer l'alliance avec la campagne, alliance nécessaire pour réaliser par l'entremise de l'État l'exportation du blé. En outre, il fallait « créer une comptabilité », réduire les frais généraux dans la gestion de l'économie, concentrer le crédit. Enfin, les deux problèmes les plus importants étaient de commencer à élever le niveau des salaires et de préparer l'économie à travailler conformément à un plan unique. Telles sont les conditions fondamentales qui permettront d'utiliser la NEP pour accélérer la croissance relative de la grande industrie, l'industrialisation des campagnes, tarir le commerce privé, en un mot, atteindre progressivement des buts socialistes. L'État dispose de moyens puissants et centralisés : appareil politique lié à la classe travailleuse, monopole du commerce extérieur, économie de plan, « Nous nous préparons, disait Trotsky, à franchir les stades de l'accumulation primitive socialiste... Nous avons besoin d'une stricte économie, à laquelle doivent contribuer toute notre énergie, toute notre volonté. Nous jetons au pays ce mot d'ordre : épargner le kopek soviétiste. » Telles étaient la situation et les préoccupations que l'ensemble du Parti avait mises à l'ordre du jour. Quelques mois plus tard, le Comité Central adoptait une résolution qui définissait le caractère de cette accumulation socialiste primitive : « L'accumulation socialiste, y lit-on, est le facteur décisif du sort de la dictature du prolétariat sous le régime de la NEP. Néanmoins, on ne saurait, pour l'intérêt du socialisme, inclure dans le prix des produits, outre le prix de revient et le bénéfice minimum indispensable, les dépenses nécessaires à une réalisation et à une augmentation du capital fondamental trop rapides et en disproportion avec les forces actuelles du pays. Il est nécessaire d'accorder à l'avenir la politique des prix avec les ressources du marché paysan, de développer l'industrie proportionnellement à l'augmentation de la capacité du marché paysan. »

Mais la même période (deuxième semestre 1923) qui devait voir un progrès réel dans le sens indiqué plus haut, vit, en réalité, une forte crise économique qui entraîna l'écart croissant entre les prix des objets manufacturés et ceux des produits agricoles, connue sous le nom de « ciseaux ». On n'avait pas fait le nécessaire pour parer à cette crise, on n'avait pas rempli les engagements pris par le 12^e Congrès. Trotsky revint à la charge, dans sa fameuse lettre sur le cours nouveau. Nous ne nous étendrons pas sur l'action de Trotsky durant cette période : le lecteur en trouvera le développement dans le petit livre [Cours Nouveau](#), précédé d'une très juste introduction de [Boris Souvarine](#). Celui-ci écrit : « Dans un mémoire du 8 octobre au Comité Central, Trotsky exprima son opinion sur les questions alors soumises à celui-ci. Il y montrait que des mesures répressives ne seraient pas de nature à résoudre les difficultés; que la crise économique était due à l'insuffisance d'application des décisions du 12^e Congrès sur l'organisation de l'industrie, surtout de celles qui concernaient la concentration de l'industrie et la nécessité d'un plan de production ; que la constitution, improvisée sous la pression des circonstances, d'une commission spéciale s'immisçant dans l'économie par-dessus tous les organes de direction existants, prouvait, à merveille, la nécessité d'un centre directeur de l'économie, chargé d'élaborer un

¹ Voir [Production et révolution](#) dans le [Bulletin Communiste](#) du 10 mai 1923.

« plan d'orientation conforme aux possibilités et aux besoins les plus pressants... » Enfin, Trotsky soulignait la nécessité d'une véritable « démocratie ouvrière », comme l'avait déjà indiqué le 10^e Congrès du P. C. R., indispensable pour réaliser sagement les progrès de l'économie et éviter au Parti une bureaucratisation génératrice de retards et de crises.

On voit que, dès cette époque, avec une insistance qui ne s'est pas démentie dans la suite, Trotsky posait les bases fondamentales du progrès de l'économie soviétique, au moyen de la NEP, vers les formes plus évoluées du socialisme.

À partir de 1924, le problème s'élargit. L'économie soviétique, cahotant plus ou moins, se rétablit dans les proportions de la production d'avant-guerre. La production artisanale continue à se développer parallèlement à la grande industrie nationalisée ; on tente de mettre en application le procédé des plans, le marché paysan reprend vigueur et les échanges avec le monde capitaliste se multiplient. C'est dire qu'autant s'affermissent les bases de l'économie socialisée, autant se renforcent les économies privées, artisanes et paysannes, et se fait sentir, par les échanges extérieurs, la pression du marché capitaliste mondial. Dès ce moment, les perspectives du développement de la Russie ne pouvaient pas être détachées des perspectives plus générales concernant la situation du capitalisme international et la révolution mondiale. Trotsky estimait que le développement de la révolution mondiale subissait un arrêt temporaire et que le fait dominant était, à ce moment, la subordination de l'Europe au capital américain. L'Amérique a mis l'Europe à la portion congrue. Par voie de conséquence, la question des perspectives révolutionnaires ne doit pas se poser ainsi : « Quelle est la force des social-démocrates ? » mais : « Dans quelle mesure le capital américain, en finançant l'Europe au compte-gouttes, arrivera-t-il à stabiliser le régime ? » C'est l'époque où plusieurs gouvernements capitalistes de l'Europe reprisent des relations diplomatiques et commerciales suivies avec l'U. R. S. S., où l'obtention de crédits devint nécessaire pour hâter le développement de l'industrie dont la croissance était proportionnellement trop lente, où la politique des concessions devait être menée avec une ampleur et un tact nouveaux. Bref, une attention plus soutenue que jamais devait être apportée à la *planisation* générale de l'économie soviétique et à la croissance de l'industrie d'État, croissance liée à l'amélioration réelle du sort des prolétaires. À l'époque, le point de vue de Trotsky fut brutalement combattu, mais l'avenir qui pose empiriquement des divergences jusque-là demeurées théoriques, lui donna raison ; dès 1925, on pouvait constater que le rendement accru des usines n'était pas toujours lié à l'amélioration du sort des ouvriers, que la progression des salaires ne suivait pas l'augmentation du rendement des usines. Quant à la perspective internationale, [Rykov](#) dut convenir expressément, lors du 14^e Congrès, que l'analyse de Trotsky avait été juste.

Mais il ne suffit pas *d'avoir raison*. Il faut aussi être à même de faire passer dans la réalité les décisions saines. Et pour une observation dont la justesse est tardivement reconnue, combien d'applications défectueuses qui retardent ou même éloignent tout à fait la possibilité de profiter de cette observation ! La lutte honteusement menée contre Trotsky et ceux qui partageaient son point de vue naguère approuvé de tout le Parti, brouillait les discussions, entravait les efforts sérieux et faisait, en définitive, le jeu des ennemis du régime : commerçants, petits propriétaires et paysans plus prompts à accumuler une richesse privée habilement dissimulée qu'à aider le système nouveau de l'économie soviétique. C'est ce que constata lors d'un débat qui n'atteignit malheureusement pas la grande masse des travailleurs, le 14^e Congrès du Parti bolchevik. Deux questions dominèrent la discussion : la nature de l'industrie soviétique (capitalisme d'État ou « socialisme conséquent », et la différenciation des classes à la campagne (progrès des *Koulaks*). Trotsky venait de publier le petit livre que nous éditons aujourd'hui. En ce moment critique, les forces de production avaient repris un large essor, mais cet essor était mal dirigé ; tous les défauts de la bureaucratie continuaient à entraver la marche en avant de l'industrie dont le « poids spécifique » n'augmentait pas à une allure suffisamment accélérée. Le manque de démocratie dans le Parti empêchait l'application sérieuse des meilleures dispositions prises

par les précédents Congrès ; enfin, à la suite de l'appel lancé aux campagnes par Boukharine : « Enrichissez-vous ! » les Koulaks avaient fait de sensibles progrès, prenant figure de véritable danger en face des paysans « moyens » et « pauvres », et de menace en face de l'État. La soudure entre prolétariat et paysannerie s'opérait, mais par l'intermédiaire du commerçant et du spéculateur. Le capital privé, bien qu'infériorisé, constituait « une circulation libre élémentaire qui grandit naturellement vers le capitalisme : il représente l'énorme majorité de la population et marque de son empreinte toute l'économie du pays. » ([Kamenev](#)) Le salaire était en retard sur la progression de l'industrie. La situation de l'ouvrier demeurait encore très inférieure. Kamenev, à l'époque président du Conseil du Travail et de la Défense, envisagea à ce sujet une sorte de *participation aux bénéfices*. Dès lors, s'ouvrit une large polémique sur la question du *capitalisme d'État*, c'est-à-dire au fond *sur la participation réelle de la classe ouvrière à la gestion et aux bénéfices de l'industrie nationalisée*. Ainsi se trouvait posée la question fondamentale de l'accumulation socialiste. Comment doivent se répartir les bénéfices de l'industrie ? Doivent-ils être intégralement reversés, « accumulés » dans l'industrie pour son développement, et réparti entre différentes branches de l'État, ou bien convient-il, en outre, d'y faire participer *directement* certaines parties de la classe ouvrière ? Ces questions opposèrent Kamenev, Zinoviev et l'organisation de Leningrad à Boukharine, Staline, et la majorité du Comité Central. Voici la position défendue par l'organisation de Leningrad : « On accuse les dirigeants qui expriment notre opinion de considérer notre industrie socialiste comme une industrie capitaliste d'État ou simplement comme une industrie capitaliste où l'on exploite les ouvriers de la même façon que sous le capitalisme... Avec Lénine, nous considérons nos entreprises nationalisées comme des entreprises « de type socialiste ». Chaque prolétaire travaillant dans une fabrique ou une usine de l'État, travaille dans l'intérêt du prolétariat tout entier et pour le socialisme... Nos fabriques et nos usines nationalisées sont-elles des entreprises de type socialiste ? Oui. Les concessions et les arrangements sont-ils du capitalisme d'État ? Oui. Les deux propositions sont indiscutables, mais elles n'épuisent nullement la question du capitalisme d'État. La liberté du commerce en U. R. S. S est un fait. L'existence de 22 millions d'exploitations rurales individuelles, déterminant dans une mesure considérable toute l'économie du pays et étroitement liées à l'industrie étatique par le marché est un fait. En même temps la régularisation de la « liberté du commerce » (Lénine) par l'État prolétarien en U. R. S. S. est également un fait. La croissance continue des éléments socialistes, qui luttent avec succès contre les éléments capitalistes, est aussi un fait. » Ceux-ci refusaient enfin de considérer la Russie de la NEP comme la Russie du socialisme. Quant au point de vue de Boukharine, [Maretsky](#) le défendait dans les termes suivants : « [Safarov](#) et ses amis comprennent-ils qu'assimiler l'industrie nationalisée au capitalisme d'État, c'est susciter l'indifférence, l'apathie, l'abattement dans la classe ouvrière et semer le liquidationnisme dans notre Parti ? Sentent-ils que se dérober, ne pas répondre directement, dans cette question du capitalisme d'État, c'est nager entre deux eaux, louvoyer entre Lénine et [Dan](#) ? » C'était faire passer en principe la raison d'État avant les nécessités de la lutte de classes.

On sait quelles montagnes de discours et d'articles furent écrits sur cette question, et l'on s'étonne que Trotsky n'ait pas participé, à l'époque, à un débat aussi général. Mais reportons-nous aux chapitres de *Vers le Capitalisme ou Vers le Socialisme ?* on y trouvera des explications, et l'exposé d'un point de vue tout à fait général sur ces questions.

C'est ici le lieu de faire, de ce point de vue, la critique de l'ouvrage. A qui approfondira, chiffres et faits en mains, les problèmes de la NEP, il apparaîtra que le livre est trop schématisé, simplifiant à l'excès des problèmes que l'étude détaillée complique extraordinairement. D'autre part, il souffre dans son ensemble d'un optimisme excessif (Kamenev lui-même en fit le reproche au 14^e Congrès !). On verra qu'en effet Trotsky n'a cherché dans ces pages qu'à faire saillir les problèmes les plus généraux posés par la NEP et les résultats globaux consignés dans les chiffres de contrôle, sans vouloir faire une analyse précisée, *insérée dans le cours de son action politique*, du même genre que celle qu'il avait développée

dans *Cours Nouveau*, ou, plus tard, dans la [Plate-forme pour le 15^e Congrès](#). Certains diront que c'est plus l'œuvre d'un homme d'État que celle d'un chef du prolétariat. Peut-être y a-t-il là quelque vérité, mais alors seulement dans la mesure où l'histoire a fait des meilleurs guides du prolétariat des chefs d'État, momentanément tout au moins. Mais cela ne pourrait constituer une critique profonde. Que Trotsky, visant à mettre en lumière les caractéristiques principales de l'économie de la NEP — dont le sens était obscurci à merveille par [Bauer](#) et [Kautsky](#) — ait pour cela négligé quantité d'observations partielles, rien de plus naturel. Capitalisme d'État ou socialisme conséquent ? Certes, Trotsky ne traite pas scolastiquement le problème, comme Zinoviev le fit à l'époque. Il se refuse aussi à la démagogie « théorique » pratiquée par Boukharine. Il analyse, à l'aide des chiffres de contrôle pour la première fois réunis, le caractère de l'industrie nationalisée. Il voit que le rendement croît, que l'accumulation progresse : il indique alors que les salaires *peuvent* et *doivent* augmenter, que le niveau de vie *doit* s'améliorer, et qu'une véritable démocratie ouvrière *doit s'instaurer*, complétant dans le domaine des relations sociales les avantages économiques ainsi conquis par la classe ouvrière, grâce à l'État prolétarien. De cette manière il indique concrètement, dans le cours dialectique de l'économie ce que doit être la marche au socialisme si l'on utilise correctement les possibilités de la NEP. Il résout ainsi *dans la vie* le problème du capitalisme d'État, négligeant de discuter stérilement sur des problèmes abstraits. Il pose en même temps les questions connexes de la liaison entre la production agricole et la production industrielle, des échanges extérieurs, de la politique des concessions et des crédits, de la réduction progressive du marché par la croissance de la grande industrie à un rythme accéléré, de la qualité de la production, etc... Il montre les résultats encourageants obtenus en 1925, il indique les prévisions. De toute manière il souligne que les meilleures dispositions n'auront d'efficacité que dans la mesure où le Parti Communiste saura les appliquer. Si le Parti, dit-il, commet fautes sur fautes, alors nous risquons de compromettre l'avenir. Mieux qu'un autre Trotsky connaissait en 1925 les erreurs nombreuses déjà commises et les difficultés de l'avenir. Il n'ignorait pas la mauvaise politique intérieure du Parti, le sabotage du travail industriel par suite de l'incompétence, de la mauvaise volonté ou de l'insouciance. Enfin il mesurait exactement les dangers courus par l'Union Soviétique économiquement menacée par le marché mondial qui retrouvait sa souplesse et sa force d'avant-guerre. Son dessein, au moment même où ces questions étaient discutées dans le Parti bolchevik et sanctionnées par le 14^e Congrès, était de montrer quels étaient les rouages de l'économie de la NEP, et quel avenir lui était ouvert si les principales difficultés signalées étaient surmontées, comme c'était l'objectif de tout le Parti.

Sans doute ceux qui taxaient *Vers le Capitalisme ou Vers le Socialisme* ? d'optimisme virent-ils le cours des événements justifier de moins en moins les prévisions de Trotsky et aujourd'hui que la situation semble singulièrement aggravée regrettent-ils d'autant que Trotsky ait négligé de traiter, à l'époque, les problèmes économiques avec les mêmes préoccupations qui avaient inspiré les principales études de *Cours Nouveau*. Mais c'est une sagesse après coup, et qui ne vaut rien, Trotsky a fait dans ce petit livre, à un moment où les décisions du 14^e Congrès russe justifiaient son optimisme, une mise au point générale dont la valeur n'est en rien diminuée malgré les changements sérieux intervenus entre 1925 et 1928.

Du reste, rien de plus facile que de se référer aux travaux de Trotsky postérieurs à cet ouvrage : les [amendements présentés par lui à une résolution de Rykov sur la situation économique de l'U.R.S.S. en avril 1926](#) en font foi². Le lecteur verra clairement combien les problèmes, une peu schématiquement traités dans *Vers le Capitalisme ou Vers le Socialisme* ont été abordés dans la pratique d'une manière très adéquate par Trotsky. Il y insiste sur les dangers que fait courir à l'équilibre de l'économie la disproportion entre l'industrie et l'agriculture : « Le 14^e Congrès du Parti a décidé,

² Voir Bulletin Communiste, N° 22-23 (octobre-novembre 1927).

comme directive cardinale, l'industrialisation du pays. Les moyens, méthodes et rythmes de la réalisation de notre directive sont *décisifs* non seulement pour notre progression ultérieure vers le socialisme, mais aussi pour la domination politique de la classe ouvrière dans l'Union Soviétique. » Il propose des mesures précises pour accélérer le rythme de croissance de l'industrie. Il demande à nouveau une application plus stricte et plus générale du *plan*. Il expose la nécessité d'élever les salaires.

Mais dès cette époque Trotsky et ses amis sont progressivement privés de travail. On leur refuse systématiquement la possibilité d'exprimer leur opinion. L'Internationale Communiste, suivant la ligne de moindre résistance, ne réagit pas. Elle laisse écarter l'Opposition. En U. R. S. S. les fautes continuent à être commises. La bureaucratie étend ses ravages, minant le Parti Communiste (voir l'affaire du Donetz, mars 1928), faisant vivre une caste de fonctionnaires privilégiés, qui détourne ainsi une partie de l'accumulation présocialiste à son profit comme les anciennes classes parasites, et justifie la qualification de capitalisme d'État donnée à l'industrie soviétique principale source de cette accumulation. La campagne s'enrichit grâce aux koulaks et aux paysans aisés qui font progressivement main basse sur les coopératives, s'infiltrant dans les Soviets, stockent le blé et rançonnent l'État. Les défauts dans l'administration de l'industrie ne tendent pas à disparaître. Le commerce privé se développe clandestinement.

Le lecteur trouvera dans la [Plate-forme politique de l'Opposition russe pour le 15^e Congrès](#), due pour une large part à l'initiative de Trotsky, tous les renseignements nécessaires pour caractériser la situation à la fin de 1927. L'Opposition y note un certain nombre de données statistiques dont le lecteur fera son grand profit en les comparant à celles qui servent de base à *Vers le Capitalisme ou Vers le Socialisme ?*³. Elle y analyse le cours actuel de la Révolution russe et sa portée internationale, phénomène sur lequel Trotsky a appelé, plus que tout autre, l'attention des communistes. Elle y réfute la théorie du « socialisme dans un seul pays. » Elle fait effort pour analyser marxistement la situation *en visant particulièrement à empêcher que ne s'affaiblisse la portée révolutionnaire mondiale de la Révolution russe.*

* * *

Bornons là ces quelques explications.

Le lecteur comprendra maintenant quel est l'intérêt de ce petit livre pour apprécier, en marxistes bien entendu, les développements récents de la révolution russe. L'analyse du système de l'économie soviétique dans ses conséquences nationales et internationales faite par L. Trotsky en 1925 conservera tout son intérêt alors que les monceaux de thèses officielles auront rejoint la poussière, car c'est l'intérêt même que tous les communistes portent à la Révolution Russe, surtout maintenant que dix ans nous séparent de son origine et que nous sommes de jour en jour mieux à même d'apprécier sa portée et ses répercussions pour l'avenir du mouvement révolutionnaire mondial.

Ce n'est pas là une simple constatation historique. C'est *actuellement* que la Révolution Russe peut agir sur le sort des masses laborieuses du monde entier et particulièrement d'Occident, Et plus son rapport avec l'évolution du mouvement ouvrier international est étroit, plus nous devons apporter d'attention, de précision et d'esprit critique à son appréciation et son étude. Nous ne devons pas nous borner à voir agir l'U. R. S. S. comme facteur politique et économique dans la lutte révolutionnaire. Nous devons *aider* cette action, et *l'utiliser* au mieux.

Pour cela, il faut la connaître. Il ne suffit pas d'avoir quelques vues générales sur son aspect économique et social, sur ses réalisations brutes. Il faut en faire l'étude marxiste, déterminer avec le plus de rigueur possible le degré de la puissance interne dans la révolution, le rapport des forces, la précision de son action révolutionnaire.

³ On devra aussi consulter *Avant Thermidor*, plateforme de l'Opposition de gauche ([Sapronov](#), [Smirnov](#), etc...).

De grands combats secouent les masses opprimées dans les pays coloniaux, et le prolétariat européen attend les luttes décisives pour le sort de la bourgeoisie. L'appréciation correcte du rôle de l'U. R. S. S. lui est indispensable pour vaincre.

Nul n'ignore, les communistes moins que les autres, combien cette appréciation est diversement faite dans l'Internationale communiste. Pour avoir à différentes reprises données à la Révolution Russe son juste sens dans la Révolution internationale (comme Lénine lui-même le fit plusieurs fois entre 1920 et 1923), Trotsky est aujourd'hui déporté dans le Turkestan, avec résidence forcée. Nombre d'autres camarades, toute une fraction militante de la classe ouvrière en Russie subit un sort plus pénible encore que le sien : le chômage ou l'emprisonnement. Les ouvriers du monde entier connaissent ces faits. Il faut que l'étude de la situation générale des classes en U. R. S. S. leur en fasse comprendre le sens exact. Ce petit livre les aidera à comprendre la position des principaux problèmes de l'économie soviétique avec leurs conséquences sociales après quatre années de NEP.

Aujourd'hui que huit années de NEP sont bientôt écoulées, ils compareront les résultats obtenus avec les résultats que l'on pouvait obtenir. Ils verront qu'au milieu des graves dangers que faisait courir à l'U. R. S. S. le monde capitaliste, la jeune économie soviétique appliquant les principes nouveaux de la planification, de la socialisation des principales tranches de l'industrie, du monopole du commerce extérieur est arrivé à donner un puissant élan aux forces productives, rendant ainsi au pays une vie normale, Ils verront que parallèlement de nombreuses erreurs commises par les dirigeants du Parti Communiste Russe, malgré les avis d'une notable fraction du parti, a permis aux éléments néo-capitalistes de faire des progrès considérables, dans le cadre de la NEP, ce qui signifie une nouvelle pression sur la classe ouvrière. Les difficultés incontestées subies dans la dernière campagne du blé sont une des plus récentes manifestations de cet état de choses. La répression organisée contre l'opposition en est un autre aspect.

C'est ainsi que la meilleure connaissance du cours économique de l'U. R. S. S. orientera sainement le prolétariat, qu'elle lui montrera toutes les raisons pour lui de redoubler de force et de précision dans la lutte. Loin de toute formule dogmatique et de toute foi irraisonnée, il montrera une fois de plus que c'est dans la juste appréciation des conditions de la lutte que gît une des principales conditions du succès de cette lutte.

Pierre NAVILLE.

P. S. — Une édition critique, de ce livre aurait nécessité de très nombreuses notes et gloses. Mais cela en aurait considérablement alourdi la lecture. Nous nous sommes bornés à signaler les chiffres et les faits les plus saillants qui orienteront le lecteur. Les notes de Trotsky sont signées (L. T.).

Préface : à l'édition allemande

de « Vers le capitalisme ou vers le socialisme ? »

Dans ce petit livre, on tente d'expliquer les phases principales de notre processus économique. Les difficultés d'une telle analyse résultent des tournants brusques dont est faite la marche de notre développement. Quand un mouvement se fait en ligne droite, deux points suffisent à déterminer sa direction. Mais quand le développement décrit à un tournant une courbe compliquée, il est difficile de le juger en isolant certains espaces de temps.

Nos adversaires ont déjà prononcé plusieurs fois des jugements infaillibles, longtemps avant le huitième anniversaire de la Révolution d'octobre. Ces jugements se font dans les deux sens ; les uns disent qu'en construisant l'économie socialiste, nous ruinons le pays, et les autres affirment qu'en développant les forces de production nous aboutissons en réalité au capitalisme.

Le premier genre de critique est significatif de la manière de penser de la bourgeoisie. Le deuxième genre de critique appartient à la social-démocratie, c'est-à-dire à la pensée bourgeoise masquée de socialisme. Il n'y a pas de limites précises entre ces deux genres de critiques, et souvent, en bons voisins, ils échangent les armes que constituent ces arguments et s'en aperçoivent à peine tant ils sont ivres de la « guerre sainte » contre la « barbarie communiste ».

J'espère que ce petit livre montrera au lecteur sans préjugés que tous deux sont de mauvaise foi, aussi bien les grands bourgeois sans voile que les petits bourgeois qui se font passer pour socialistes. Ils mentent en prétendant que les bolcheviks ont ruiné la Russie. Des faits absolument incontestés témoignent que dans la Russie ravagée par la guerre impérialiste et bourgeoise, les forces de production de l'industrie et de l'agriculture approchent du niveau d'avant-guerre, qui sera atteint dans l'année courante. Ceux qui disent que le développement des forces de production va dans la direction du capitalisme, mentent.

Dans l'industrie, les transports, le commerce, le système de finances et de crédit, le rôle de l'économie d'État ne s'amointrit pas à mesure que les forces de production augmentent, mais il grandit, au contraire, à l'intérieur de l'économie totale du pays. Ce mouvement est indubitablement enregistré par des chiffres et des faits.

Dans l'agriculture, la situation est beaucoup plus compliquée. Et pour un marxiste cette situation n'est pas inattendue ; la transition de l'économie paysanne « atomisée » à l'agriculture socialiste n'est imaginable qu'après une série d'étapes victorieuses dans la technique, l'économie et la culture. Que la puissance reste entre les mains de la classe qui veut mener la Société au socialisme et qui devient de plus en plus capable d'influencer la population paysanne au moyen de l'industrie d'État, en élevant le degré de la technique de l'agriculture et en créant ainsi le point de départ pour l'agriculture collective, voilà la condition fondamentale de cette transition. Il est inutile de dire que nous n'avons pas encore accompli cette tâche ; nous en sommes à créer les conditions dans lesquelles elle pourra peu à peu être remplie d'une manière conséquente. Mais ce qui est grave, c'est que ces conditions elles-mêmes développent de nouvelles contradictions, de nouveaux dangers. En quoi consistent-ils ?

L'État fournit aujourd'hui 4/5 de la production industrielle de notre marché intérieur. Un cinquième à peu près est fourni par des producteurs privés, c'est-à-dire surtout par les petits établissements d'artisans. Les chemins de fer et la navigation sont entre les mains de l'État dans la proportion de 100%. Le commerce d'État et le commerce syndiqué comprennent aujourd'hui à peu près les trois quarts du roulement commercial. L'État réalise à peu près 95% du commerce extérieur.

Les institutions de crédit sont aussi monopolisées et centralisées par l'État. Mais à ces « trusts » d'État puissants et fermés s'opposent 22 millions d'exploitations paysannes. La liaison de l'économie d'État

et de l'économie paysanne - avec l'accroissement général des forces de production — représente donc le problème social principal de la construction socialiste de notre pays.

Sans l'accroissement des forces de production, il ne peut pas être question de socialisme. Au niveau de culture et d'économie que nous avons atteint actuellement, le développement des forces de production n'est possible que si l'intérêt personnel des producteurs est compris dans le système de l'économie sociale.

Chez les ouvriers d'industrie, ce besoin est rempli grâce au rapport entre les salaires et la productivité du travail. De cette manière, on a déjà obtenu de grands résultats. Chez le paysan, l'intérêt personnel résulte déjà du fait qu'il anime une économie privée et qu'il travaille pour le marché. Mais cette circonstance crée aussi des difficultés. Les inégalités des salaires, aussi grandes soient-elles, n'introduisent pas de différenciation sociale dans le prolétariat, les ouvriers restent des ouvriers des usines d'État. Il n'en est pas de même avec la paysannerie. Le travail que les 22 millions d'exploitations paysannes (parmi lesquelles les propriétés d'État soviétique, les exploitations paysannes collectives et les « communes » paysannes forment actuellement une minorité insignifiante) fournissent au marché, aboutit inévitablement au fait qu'à un pôle de la masse paysanne se créent des exploitations non seulement riches, mais tout à fait usurières, tandis qu'à l'autre pôle une partie des paysans moyens se transforme en paysans pauvres, et ces derniers en ouvriers agricoles. Lorsque le gouvernement soviétique, sous la direction de notre Parti, institua la Nouvelle Politique Économique et étendit ensuite son champ d'action à la campagne, il connaissait aussi bien ces conséquences sociales inévitables du système du marché, que les dangers politiques qui lui sont inhérents. Cependant ces dangers ne nous apparaissent pas comme une fatalité inévitable, mais comme des problèmes qu'il s'agit d'étudier attentivement dans chacune de leurs phases et de résoudre pratiquement.

Il serait évidemment impossible d'écarter les dangers si l'économie de l'État abandonnait ses positions dans l'industrie, dans le commerce et les finances, tandis qu'en même temps la différenciation des classes au village s'accentuerait. Car dans ce cas, le capital privé pourrait renforcer son influence sur le marché, surtout sur le marché paysan, accélérer le processus de différenciation au village et pousser de cette façon le développement économique entier dans une voie capitaliste note [Note - Ce sont ces dangers qui se sont accentués au cours de l'année 1927]. Voilà justement la raison pour laquelle il est tellement important pour nous de savoir d'abord dans quelle direction se déplacent les rapports de force des classes dans le domaine de l'industrie, des transports, des finances, du commerce intérieur et extérieur. La supériorité croissante de l'État socialiste dans tous les domaines cités (ce qui est incontestablement démontré par la commission de plan de l'État) crée des relations tout à fait différentes entre la ville et la campagne. Notre État tient bien trop solidement en mains la direction de l'économie pour que l'accroissement des tendances capitalistes et semi-capitalistes de l'agriculture puisse déborder dans un proche avenir. Gagner du temps dans cette question, c'est gagner tout.

Dans la mesure où, dans notre économie, il y a lutte entre des tendances socialistes et des tendances capitalistes (et le caractère de la NEP est formé aussi bien par la collaboration que par l'action contradictoire de ces tendances), dans cette mesure on peut dire que l'issue de la lutte dépend de l'allure du développement de ces deux tendances. En d'autres termes, si l'industrie d'État se développait plus lentement que l'agriculture, si celle-ci divisait avec une accélération toujours croissante ces couches diamétralement opposés de fermiers capitalistes « en haut » et de prolétaires « en bas » alors un tel processus conduirait naturellement à la restauration du capitalisme.

Mais que nos ennemis essaient donc de prouver que cette perspective est inévitable. Même s'ils s'y prennent beaucoup plus adroitement que le pauvre Kautsky (ou Macdonald), ils se brûleront les doigts.

La perspective à laquelle nous venons de faire allusion est-elle donc exclue ? Théoriquement elle ne l'est pas. Si le parti dirigeant commettait une faute après l'autre, aussi bien dans la politique que dans l'économie, si elle ralentissait ainsi la croissance de l'industrie qui s'accroît en ce moment d'une manière très encourageante, si elle se laissait enlever le contrôle du processus politique et économique au village, alors naturellement la cause du socialisme serait perdue dans notre pays. Mais pour émettre notre pronostic nous n'avons pas besoin de partir de suppositions pareilles. Comment on perd le pouvoir, comment on livre les acquisitions du prolétariat, comment on travaille pour le capitalisme, tout cela Kautsky et ses amis l'ont admirablement enseigné après le 9 novembre 1918. Personne n'a rien à ajouter à cela.

Nous avons d'autres tâches, d'autres buts, d'autres méthodes. Nous voulons montrer comment on maintient et on consolide le pouvoir acquis et comment on doit remplir la forme de l'État prolétarien avec le contenu économique du socialisme. Nous avons toutes les raisons d'être sûrs qu'avec une direction juste la croissance de l'industrie dépassera le processus de différenciation au village, le neutralisera et créera ainsi la base technique du collectivisme progressif de l'agriculture.

Dans les chapitres qui suivent la caractéristique statistique de la différenciation du village manque. C'est que n'existent pas encore de chiffres permettant une critique générale de ce processus⁴. Ce n'est pas tant par des défauts de notre statistique sociale que par les particularités du processus social lui-même qui se poursuit par les changements « moléculaires » de 22 millions d'exploitations paysannes. La Commission du plan d'état économique (Gosplan), dont les calculs servent de base à cet écrit, a approché de très près le problème de la différenciation économique de notre paysannerie. Les conclusions qu'elle en tirera seront publiées en temps utile, et auront sans aucun doute la plus grande importance pour les dispositions que prendra l'État dans le domaine des impôts, des crédits, des syndicats, etc. Mais en aucun cas ces indications ne pourront changer la perspective fondamentale esquissée dans cet écrit.

Il est clair que cette perspective est très étroitement liée, économiquement et politiquement, au sort de l'Occident et de l'Orient. Chaque pas en avant du prolétariat mondial, chaque succès des peuples coloniaux opprimés nous fortifie matériellement et moralement et rapproche l'heure de la victoire générale.

Kislovodsk, le 7 novembre 1925, huitième anniversaire de la Révolution d'octobre.

4 Nous possédons maintenant des statistiques sur la différenciation des classes à la campagne. (Rapport de Rykov à la 15^e Conférence).

On a en % du nombre total des paysans :

| Années | 1922 | 1925 |
|------------------------------------|-------------|-------------|
| Surfaces cultivées | 6,9 | 4,2 |
| Terres allant jusqu'à 2 déciatines | 46 | 33 |
| De 2 à 10 déciatines | 45,9 | 59,5 |
| Au-dessus de 10 déciatines | 1,2 | 3,3 |

La concentration des terres se fait entre les mains des paysans riches et moyens utilisant la prolétarianisation des couches pauvres (plus de détails voir « Clarté » numéro 15 : aspects de l'économie soviétique.

1. Le langage des chiffres

La Commission pour la Plan d'Économie d'État (Gosplan) a publié un tableau d'ensemble des chiffres fournis par le « contrôle » de l'Union des Républiques soviétiques socialistes pour l'année économique 1925-26⁵. Cela a une allure très sèche et, pour ainsi dire, bureaucratique. Mais dans ces rangées de chiffres arides, dans les statistiques et dans les commentaires presque tout aussi arides et réservés qui les accompagnent, il y a la merveilleuse musique historique du socialisme grandissant. Ce ne sont plus là de simples suppositions, de pures estimations, plus de pures espérances, plus d'argumentations théoriques — c'est le langage des chiffres avec toute son importance, langage qui agit d'une façon convaincante même à la Bourse de New York. Considérons les plus essentiels, les plus fondamentaux de ces chiffres. Ils en valent la peine.

D'abord : rien que le fait pur et simple que ce tableau d'ensemble soit publié est pour nous un véritable jour de fête économique. Le jour de sa parution (le 20 août) devrait marquer d'un trait rouge dans le calendrier soviétique. Agriculture et industrie, marché intérieur et extérieur, sommes d'argent et prix des marchandises, opérations de crédit et économie politique ont trouvé dans ce tableau l'expression de leur développement et de leurs relations. Nous sommes devant un ensemble de comparaisons claires, simples et très lisibles, de toutes les indications fondamentales pour 1913, pour 1924-25, et des estimations pour 1925-26. En outre, le texte explicatif apporte, chaque fois qu'il est nécessaire, des données numériques pour les autres années du régime soviétique, si bien que nous obtenons une image d'ensemble du développement de notre construction et un plan de perspectives pour l'année à venir. La possibilité d'un pareil établissement est en soi-même et à soi seul une conquête très importante.

Socialisme est synonyme de justification. Sous la NEP, seules les formes de la justification diffèrent de celles que nous avons essayé d'appliquer sous le communisme de guerre et de celles qui trouveront leur expression parfaite dans le socialisme pleinement développé.

Cependant : socialisme est équivalent de justification et actuellement, dans le nouveau stade de la Nep, il l'est peut-être encore davantage que dans le socialisme accompli ; car alors la justification n'aura qu'une teneur purement économique, tandis qu'en ce moment elle est liée aux problèmes politiques les plus compliqués. Dans le tableau d'ensemble des chiffres de contrôle, l'État soviétique fait pour la première fois le compte de tous les aspects de son économie, dans leurs effets réciproques et leurs développements. C'est une victoire capitale. La possibilité de ce fait est à elle seule un témoignage irrécusable aussi bien des conquêtes matérielles de notre économie que des succès obtenus par les méthodes qui dirigent cette économie et par la pensée qui l'anime. Ce tableau peut être considéré comme un certificat de maturité. Cependant il ne faut pas oublier qu'un certificat de maturité n'est pas délivré au moment où l'on « termine » une instruction, mais au moment où l'on passe de l'instruction moyenne à l'instruction supérieure. Et ce sont justement des devoirs d'ordre supérieur devant lesquels nous place le tableau d'ensemble de la Commission du Plan d'État, et que nous voulons soumettre à l'analyse.

⁵ Certaines parties et statistiques annexes de ce tableau d'ensemble ont été publiées dans « l'Internationale Communiste », octobre 1925, avec un commentaire de Stroumiline. Le lecteur français pourra, en outre, consulter : Statistique de l'économie soviétique par le Gosplan pour les premiers mois de 1926, dans le numéro 32 de « la Vie Économique des Soviets » (20 juin 1926), et en général toute la collection de cette revue ; Études économiques sur l'U.R.S.S., numéro du 19 juin 1926 de « l'Europe Nouvelle » ; L'industrie d'État et l'Union soviétiste en 1926, par Oulitzki, Thèse de Rykov à la XV^e Conférence du P.C.R., dans le numéro spécial des « Cahiers du Bolchevisme » du 20 décembre 1926. — « Clarté » numéro 15 a publié un article résumant et condensant la plupart des renseignements que nous possédons sur les statistiques de l'économie soviétique.

I

En jetant un regard sur le tableau, la première question qui se pose est celle-ci : Oui, mais est-il exact, et à quel degré ? Voilà une vaste perspective propice aux réserves, aux restrictions, et même au scepticisme. Chacun sait que notre statistique et notre comptabilité sont souvent boiteuses, non pas parce qu'elles sont plus mauvaises que d'autres branches de notre activité économique et culturelle, mais parce que ce sont elles qui reflètent tous (ou du moins presque tous) les aspects révélateurs de notre état arriéré. Mais cela ne donne nullement le droit de se défier d'une manière générale ni d'espérer que dans un an et demi ou deux ans, on pourra prouver la défectuosité de tels ou tels chiffres pour jouer le sage après-coup ! Il est plus que probable qu'il y aura beaucoup de fautes. Mais la sagesse après coup est la sagesse la moins valable. Pour l'instant, les chiffres de la Commission du Plan d'État représentent une donnée qui, selon les probabilités, est la plus approchante de la réalité. Et pourquoi ? Pour trois raisons :

- 1° Parce qu'ils sont établis à l'aide du matériel le plus complet qu'on puisse réunir, en général, et en outre sur un matériel qui ne vient pas de n'importe où, mais est le fruit du travail quotidien des différentes sections de la Commission du Plan d'État.
- 2° Parce que ce matériel est travaillé par des économistes, des statistiques et des techniciens ; les plus autorisés et les plus qualifiés.
- 3° Et finalement parce que ce travail est effectué par une institution qui n'appartient pas à l'administration publique et qui a constamment la possibilité de confondre les administrations publiques en cas de « confrontation directe »⁶

Il faut ajouter à cela que pour la Commission du Plan d'État, il n'existe pas de secrets « commerciaux », ni, d'une manière générale, de secrets d'administration. N'importe quel processus de production et n'importe quel calcul commercial peuvent être vérifiés par cette Commission (d'une manière directe ou par le contrôle ouvrier et paysan). Tous les bilans et tous les comptes officiels sont ouverts devant elle, et cela n'est pas pure ostentation de hâbleurs ; c'est un état de fait. Sans doute certains chiffres seront contestés, et les compétences ne manqueront pas de faire des objections dans tel ou tel sens au sujet de certains rapports ; les modifications administratives, qu'elles soient acceptées ou refusées, pourront avoir de graves conséquences pour l'une ou l'autre des entreprises pratiques — pour le contingent d'exportation et d'importation, pour le nombre des postes d'État, pour tels ou tels besoins administratifs, etc. Mais ces corrections ne changeront rien aux rapports fondamentaux. Il ne peut pas exister actuellement de chiffres plus approfondis par la pensée, mieux examinés que ceux qui nous sont offerts par le tableau que publie la Commission du Plan d'État. Une chose est en tous cas déjà incontestable : un chiffre de « contrôle » inexact mais déduit de l'ensemble des expériences économiques acquises vaut toujours mieux qu'un travail en l'air. Dans le des comptes rendus premier cas nous pouvons corriger, grâce à l'expérience, et augmentons notre savoir ; dans le deuxième cas, par contre, nous vivons « au hasard ».

Le tableau va jusqu'au 1^{er} Septembre 1926. C'est-à-dire qu'après vingt mois environ, si nous sommes en présence des comptes rendus annuels administratifs pour 1925-26, nous aurons la possibilité de comparer la réalité avec nos estimations d'aujourd'hui qui sont consignées dans des chiffres. Aussi grande que soit alors la différence, la comparaison seule constituera déjà une école irremplaçable de

⁶ « Les comptes rendus des organes d'administration actifs sont plus qu'incomplets : ils sont tendancieux », observe le commentaire de la Commission du Plan d'État. Ce jugement sévère est à retenir. Avec le concours de la Commission du Plan d'État et de la Presse, il faut amener les organes actifs de l'administration à donner des comptes rendus commerciaux objectifs, c'est-à-dire conformes à la réalité.

l'économie de plan. Quand il est question de l'exactitude plus ou moins grande d'une prévision, il faut savoir au juste de quel genre prévision il s'agit. Quand, par exemple, les statisticiens de l'Institut américain Haward s'efforcent d'établir la vitesse et la direction de développement de différentes branches de l'économie américaine, ils procèdent — jusqu'à un certain point — comme les astronomes, c'est-à-dire qu'ils essaient de saisir la dynamique de processus qui sont complètement indépendants de leur volonté. La différence consiste seulement dans le fait qu'ils ont à leur disposition des méthodes qui ne sont pas du tout aussi exactes que celles des astronomes. Mais nos statisticiens se trouvent dans une position foncièrement différente : ils opèrent en tant que membres d'institutions qui dirigent l'économie. Chez nous, le plan d'estimation n'est pas seulement le produit d'une prévision passive, mais aussi le levier de la « planisation » économique active. Là, chaque chiffre n'est pas seulement une simple copie photographique, mais aussi une directive. Le tableau des chiffres de contrôle est établi par un organe d'État qui est à la tête, — et à quel point ! — des positions dominantes de l'économie.

Si ce tableau mentionne que dans l'année 1925-26 notre exportation doit monter de 462 millions de roubles de cette année à 1.200 millions de roubles⁷, c'est-à-dire augmenter de 160%, ce n'est pas là une simple prévision, mais réellement : une directive : il le faut. Sur les bases de ce qui est, on indique ici ce qu'il faut faire. Si le tableau nous dit que les investissements de capitaux dans l'industrie (c'est-à-dire les dépenses pour le renouvellement et l'extension du capital de base) doivent s'élever à 900 millions de roubles, ce n'est encore pas là un exposé de chiffres sans signification, mais un devoir statistiquement motivé, et de la plus haute importance. Le tableau est fait ainsi du commencement à la fin. Il représente une conjonction dialectique de prévision théorique et de volonté pratique, c'est-à-dire : la réunion des conditions et tendances objectives et calculées, et des tâches subjectivement déterminées de l'État ouvrier et paysan qui gouverne. C'est en cela que consiste la différence foncière entre le « tableau d'ensemble » de la Commission du Plan d'État et toutes les vues d'ensemble, statistiques, calculs et déterminations faites d'avance par un État capitaliste quelconque. Comme nous le verrons, c'est là que réside l'énorme supériorité de nos méthodes socialistes sur les méthodes capitalistes.

Cependant le tableau de contrôle statistique ne donne pas d'estimation des méthodes économiques du socialisme en général, mais de leur application dans des conditions déterminées, c'est-à-dire au cours d'une certaine étape de la nouvelle politique économique (NEP). Les processus économiques élémentaires peuvent être saisis principalement d'une manière objective, statistique. Quant aux mécanismes économiquement dirigés par l'État, ils « rejoignent le marché » au cours d'une certaine étape et sont réunis par les méthodes du marché au processus élémentaire, presque incontrôlable (conséquence principale de l'économie paysanne « fragmentaire » qui joue un si grand rôle chez nous). Dans la période actuelle, l'administration par le plan consiste précisément en grande partie dans la liaison des processus économiques qui sont contrôlés et dirigés et de ceux qui se font selon les lois propres au marché⁸. En d'autres termes : dans notre économie, des tendances socialistes (à un degré

7 Pour les 11 premiers mois de 1927, les exportations se sont montées à 691 millions de roubles. Contrairement aux prévisions, l'exportation en 1925-26 fut déficitaire. « Par suite de l'augmentation des prix à l'intérieur du pays au cours du premier semestre, et de la diminution des prix mondiaux, un certain nombre d'articles d'exportation n'ont pu trouver de débouchés... C'est pourquoi le bilan du commerce extérieur au cours du premier semestre de l'exercice 1925-26 a été négatif ».

8 Trotsky fait ici allusion à l'état de fait imposé par la NEP, qu'il va développer plus loin. Le communisme de guerre avait imposé la socialisation à l'ensemble de la production et de la consommation. En 1921, l'instauration de la NEP rendit la liberté du commerce au marché paysan. Cette mesure, parmi d'autres, constitue le pas le plus important fait dans le sens de la collaboration ouvrière et paysanne pour le développement futur du capitalisme d'État en socialisme.

de développement variable) s'unissent et s'enlacent avec des tendances capitalistes qui, de leur côté, n'ont pas le même degré de maturité. Les chiffres de contrôle reflètent l'enlacement de ces deux catégories de processus et révèlent ainsi les composants des forces de développement. C'est là qu'est la signification socialiste fondamentale du plan de perspective.

(Décision du Conseil des commissaires du peuple et du Conseil du travail et de la défense. V.O. août 1926.).

Nous savons depuis toujours et nous n'avons jamais caché que les processus économiques qui se développent dans notre pays renferment ces contradictions, car ils signifient la lutte entre deux systèmes — socialisme et capitalisme — qui s'excluent l'un l'autre. Au contraire, la question historique de Lénine a été formulée, juste au moment de transition vers la NEP, en deux mots et de la manière suivante : « Lequel battra l'autre ? » Les théoriciens menchéviks, Otto Bauer en tête, saluèrent avec condescendance la NEP comme une froide capitulation, à la suite de l'emploi de méthodes prématurées, violentes, « bolchévistes », de l'économie socialiste devant un capitalisme sûr et éprouvé. Les craintes des uns et les espérances des autres ont été soumises à une expérience très sérieuse, dont le résultat a trouvé son expression dans les chiffres du contrôle de notre État.

Leur importance consiste en partie dans le fait que l'on n'a plus maintenant le droit de lieux communs au sujet des éléments socialistes et des éléments capitalistes de notre économie (au sujet du plan « en général » et de l'incontrôlable « en général »). Car ne serait-ce encore que sous une forme grossière et provisoire, nous sommes « au clair » avec nous-mêmes. Nous avons établi les relations réciproques du socialisme et du capitaliste dans notre économie, quantitativement. Pour aujourd'hui et pour demain. Cela nous a constitué un matériel de faits très précieux pour pouvoir répondre à cette question historique : lequel battra l'autre ?

II

Tout ce qui a été dit jusqu'ici n'a fait que caractériser l'importance du tableau d'ensemble de la Commission du Plan d'État, c'est-à-dire que nous avons indiqué l'énorme importance du fait que nous avons enfin acquis la possibilité de porter un jugement sur tous les processus fondamentaux de notre économie, dans leurs relations et leur développement, et que nous avons atteint par là un point d'appui pour une politique de plan incomparablement plus consciente et plus clairement prévoyante (et cela non seulement dans le domaine de l'économie). Mais, bien entendu, ce qui est plus important pour nous de beaucoup, c'est le contenu immédiat, matériel du tableau d'ensemble, c'est-à-dire les indications réelles données par les chiffres qui indiquent quel est notre degré de développement dans la société.

Pour obtenir une réponse juste à la question : vers le socialisme ou vers le capitaliste ? Il faut avant tout formuler la question d'une manière juste. Cette dernière se divise selon son sens en trois sous-questions :

- 1) — Les forces de production se développent-elles chez nous ?
- 2) — Dans quelles formes sociales ce développement s'effectue-il ? et
- 3) — Quelle est l'allure de ce développement ?

La première question est la plus simple et en même temps la plus essentielle. Sans le développement des forces de production, ni capitalisme ni socialisme n'est imaginable. Le communisme de guerre, issu d'une nécessité historique profonde, s'était vite épuisé après avoir arrêté le développement des forces de production. Le sens le plus élémentaire et constructif de la NEP consistait dans le développement

Les paysans vendirent donc librement le blé à l'État, ce qui suppose un marché où jouent les lois de l'offre et de la demande, lois « incontrôlables », comme dit Trotsky, c'est-à-dire échappant au contrôle du Gosplan.

des forces de production considéré comme base d'un mouvement social quelconque. La NEP fut accueillie par la bourgeoisie et par les menchéviks comme un pas nécessaire (mais évidemment insuffisant) vers le déchaînement des forces de production. Les théoriciens menchéviks — aussi bien ceux du genre de Kautsky que ceux du genre Otto Bauer — approuvaient la NEP parce qu'ils la considéraient comme l'aurore d'une restauration capitaliste en Russie. Ils ajoutaient : ou bien la NEP renversera la dictature bolcheviste (ce qui serait la « bonne issue », ou bien la dictature bolcheviste renversera la NEP (l'issue « regrettable »). La tendance du groupe «Smena Wech»⁹ dans sa forme originale vint de la croyance que la NEP assurerait le développement des forces de production dans la forme capitaliste. Et voilà que le tableau d'ensemble de la Commission du Plan d'État nous fournit des éléments sérieux pour répondre non seulement à la question du développement général des forces de production, mais aussi à la question de savoir dans quelle forme sociale ce développement se fraye un chemin.

Nous n'ignorons évidemment pas que la forme sociale dans laquelle notre économie se développe est double, parce qu'elle est fondée sur la collaboration et la lutte des méthodes, des formes et des buts capitalistes et socialistes. C'est la nouvelle politique économique qui assigne à notre développement de telles conditions. Je dirai même que c'est justement cela qui caractérise fondamentalement la NEP. Mais il ne nous suffit plus de nous représenter les contradictions de notre développement d'une façon aussi générale. Nous cherchons et nous exigeons pour nos contradictions économiques des mesures de comparaison aussi exactes que possible, c'est-à-dire non seulement les coefficients dynamiques du développement considéré dans son ensemble, mais aussi des coefficients de comparaison visant l'intérêt propre de l'une ou l'autre tendance. Trop de choses, ou plus exactement : tout, dépend de la réponse que l'on fait à cette question — aussi bien en politique intérieure qu'en politique extérieure. Pour aborder la question sous son aspect le plus important, nous dirons : sans une réponse à la question des rapports de forces entre les tendances capitalistes et les tendances socialistes, à la question de la direction dans laquelle les rapports de leurs forces particulières se modifient avec la croissance des forces de production, on ne peut pas se faire une idée claire et parfaitement valable sur les perspectives et les dangers possibles de notre politique paysanne.

En effet, s'il apparaissait qu'avec le développement des forces de production, les tendances capitalistes augmentaient aux dépens des tendances socialistes, cet élargissement du cadre des échanges du capitalisme-marchandises au village pourrait avoir une importance fatale et pourrait amener d'une manière définitive un développement dans le sens du capitalisme. Et inversement : si, dans l'économie générale du pays, la valeur propre du processus de l'économie étatique, c'est-à-dire pour nous du processus socialiste, augmente, la « libération » plus ou moins grande du marché capitaliste des marchandises ne s'effectuera qu'à l'intérieur des limites d'un rapport de forces donné, et on pourra alors décider à un point de vue purement positif : comment ? Pourquoi ? Jusqu'à quelle limite ? En d'autres termes : si les forces de production qui se trouvent entre les mains de l'État et lui assurent tous les «leviers de commande» ne font pas qu'augmenter rapidement en tant qu'elles constituent un système isolé, mais si elles augmentent plus vite que les forces de la production capitaliste privée à la ville et à la campagne ; si ce processus est confirmé par l'expérience de la période de reconstruction la plus difficile, — alors il est clair que malgré un certain élargissement des tendances capitalistes (échange de marchandises), qui proviennent des tendances profondes de la paysannerie, nous ne

⁹ «Smena Wech» littéralement : «déplacement de poteaux indicateurs» ; groupe bourgeois composé de personnes voulant acquérir des notions nouvelles, pour la plupart des hommes de science et autres intellectuels qui s'étaient depuis 1921 déclarés prêts à collaborer loyalement à la reconstruction de la Russie sous le gouvernement soviétique, et obtint le permis d'entrée.

courons aucun danger d'être exposés à des éventualités économiques fatales, à un renversement rapide de la quantité en qualité, c'est-à-dire à un revirement subit vers le capitalisme.

En troisième lieu nous avons à répondre à cette question : que vaut l'allure de notre développement au point de vue de l'économie mondiale ? Au premier abord, il pourrait sembler que malgré l'importance de cette question, il n'y a lieu de lui accorder qu'une signification secondaire : il est certainement souhaitable d'arriver « le plus vite possible » au socialisme, mais la marche en avant étant assurée par le développement victorieux des tendances socialistes dans les conditions de la NEP, la vitesse peut paraître de moindre importance. C'est cependant un point de vue faux. Une telle conclusion serait exacte (et même pas tout à fait dans ce cas), si notre économie s'arrêtait à nous-mêmes, se suffisait à elle-même. Mais ce n'est pas le cas. C'est justement grâce à nos succès que nous sommes entrés dans le marché mondial ; c'est-à-dire dans le système mondial de la division du travail. Et avec cela nous sommes toujours dans l'encerclement capitaliste. Dans ces conditions l'allure de notre développement économique déterminera la force de notre résistance envers la pression économique du capitalisme mondial et la pression militaire et politique de l'impérialisme mondial. Et ces facteurs-là, il ne faut pas jusqu'à nouvel ordre les effacer du compte.

Si nous abordons avec nos trois questions de « contrôle » le tableau d'ensemble et le commentaire de la Commission du Plan d'État, nous nous rendons facilement compte qu'aux deux premières questions :

1) Développement des forces de production, et

2) Forme sociale de ce développement ; le tableau ne donne pas seulement une réponse claire et précise, mais aussi une réponse très satisfaisante. Et en ce qui concerne la troisième question : la vitesse, nous ne faisons — au cours de notre développement économique — qu'arriver au moment où elle se pose à l'échelle internationale. Mais à ce sujet aussi nous verrons que la réponse favorable aux deux premières questions crée du même coup des données pour la solution du troisième problème. Ce dernier sera le critérium le plus élevé, l'épreuve la plus difficile à laquelle sera soumis notre développement économique dans la période qui commence¹⁰.

III

Le rétablissement rapide de nos forces de production est un fait connu et les chiffres du tableau d'ensemble l'illustrent très bien. Si on fait le calcul de la production selon les prix d'avant-guerre, la production agricole de l'année 1924-25 (qui comprend la mauvaise récolte de 1924) se monte à 71% de la production de la riche récolte de l'année 1913. La prochaine année économique 1925-26, qui compte à son actif la bonne récolte d'à présent, promet, selon les dernières indications, d'aller au-delà de la production agricole de 1913 et ne sera qu'un peu en deçà de l'année 1911. Dans les dernières années, le produit général du blé n'a jamais atteint 3 milliards de pounds, tandis que la récolte de cette année est estimée à peu près à 4,1 milliards de pounds¹¹.

Notre industrie a atteint au cours de cette année (1925-26) selon la valeur de ses produits, 71% de la production de la même année « saine » de 1913. L'année prochaine, elle n'atteindra pas moins que

¹⁰ On peut dire que l'U.R.S.S. est actuellement en train de subir cette « épreuve raquo; Toute la lutte entre l'opposition et l'appareil du parti bolchevik ne fait que refléter politiquement les difficultés de cette épreuve.

¹¹ Ceci est l'estimation au jour où nous sommes (28 août 1926). Les modifications dans un sens ou dans l'autre sont évidemment possibles. La production agricole pour 1913 s'était montée à 11.670 millions de roubles marchandises, celle de 1924-25 atteignit 9.635 millions. Celle de 1925-26 dépassa 95% du niveau de 1913, avec 11.125 millions. La récolte de 1926 avait été estimée à 4,7 milliards de pouds elle fut en réalité de 4,4 milliards ; erreur qui est à la base du déficit dans le commerce extérieur.

95% de la production de 1913, c'est-à-dire qu'elle aura pratiquement accompli son processus de reconstruction¹². Si on se rappelle qu'en 1920 notre production avait laissé baisser jusqu'à être entre un cinquième et un sixième de la productivité d'autrefois de nos industries, on appréciera à sa juste valeur la vitesse de notre processus de reconstruction. La production de la grande industrie a augmenté depuis 1921 de plus du triple.

Notre exportation qui n'a pas atteint un demi-milliard de roubles cette année, promet de rendre l'année prochaine beaucoup plus d'un milliard¹³.

Notre importation se développe de la même manière. Les finances de l'État promettent d'aller de 2 milliards et demi à un chiffre dépassant 3 milliards et demi. Ce sont les chiffres de contrôle fondamentaux. La qualité de nos produits, bien qu'étant encore très imparfaite, a cependant beaucoup augmenté en comparaison de la première et deuxième année de la NEP. Donc à la question : comment se développent nos forces de production ? Nous obtenons cette réponse extrêmement énergique et démonstrative : La « libération » du marché a donné aux forces de production un élan puissant.

Mais précisément le fait que l'élan est parti du marché — c'est-à-dire d'un facteur de l'ordre économique capitaliste — a été et continu d'être un aliment à la joie maligne des théoriciens et des politiciens bourgeois. Il semblait que la nationalisation de l'industrie (1917-19) et les méthodes économiques de plan étaient irrémédiablement compromise rien que par le passage de la NEP et les succès économiques indubitables de cette dernière. Et c'est pour cela que seule la réponse à la deuxième question posée par nous — question de la forme sociale de l'économie — peut permettre de juger notre développement socialiste. Les forces de production s'accroissent, par exemple aussi au Canada, pays « fertilisé » par le capital des États-Unis. Elles s'accroissent aux Indes, malgré les chaînes de l'esclavage colonial. Finalement, un accroissement des forces de production se produit aussi depuis 1924 sous la forme du processus de reconstruction, dans l'Allemagne du plan Dawes. Mais dans tous ces cas, il s'agit d'un développement capitaliste. C'est justement en Allemagne que les plans de nationalisation, qui en 1919-20 étaient tellement en vogue — du moins dans les livres ronflants des socialistes de chair et des personnages du genre de Kautsky — sont maintenant jetés de côté comme « vieilleries », et sous la rigoureuse tutelle américaine le principe de l'initiative capitaliste « privé » passe — avec des dents cassées et une mâchoire défoncée — par une « seconde jeunesse ».

Qu'en est-il chez nous à cet égard ? Dans quelle forme sociale se produit chez nous le développement des forces de production ? Allons-nous vers le capitalisme ou vers le socialisme ?

La nationalisation des moyens de production est la condition de l'économie socialiste. Cette condition a-t-elle tenu tête aux épreuves de la NEP ? La forme du marché de la répartition des richesses a-t-elle mené à l'affaiblissement ou au renforcement de la nationalisation ?

Le tableau d'ensemble de la Commission du Plan d'État fournit un matériel excellent pour la critique de l'effet réciproque et de la lutte entre les tendances socialistes et capitalistes de notre économie. Nous possédons des chiffres de « contrôle » absolument sûrs qui s'étendent au capital de base, à la production, au capital d'affaires et en général à tous les processus économiques essentiels.

Les seuls chiffres qui peuvent être douteux sont ceux qui caractérisent la répartition du capital de base ; mais ce doute est bien plus valable pour les chiffres absolus que pour leur rapport. Et c'est avant

¹² Voici les chiffres de production de l'industrie d'État comparés à ceux de l'industrie manufacturière en 1913 (roubles marchandises)

| | | |
|---------|----------------|---|
| 1913 | 3.940 millions | |
| 1924-25 | 2.314 millions | — |
| 1925-26 | 3.550 millions | — |

¹³ Les exportations ne se montèrent en 1925-26 qu'à 663 millions de roubles.

tout le second point qui nous intéresse. Selon les indications de la Commission du Plan d'État, un capital de base d'au moins 11,7 milliards de roubles-or appartenait « selon l'évaluation la plus modeste » et au début de l'année économique en cours — à l'État ; 0,5 milliards de roubles-or aux Coopératives — et 7,5 milliards de roubles-or aux établissements privés, presque tous paysans. C'est-à-dire que dans le domaine des moyens de production, plus de 62% de la masse entière sont socialisés, et ce sont les parties qui sont techniquement les plus fortes. Il reste à peu près 38% non socialisés.

En ce qui concerne l'agriculture, ce ne sont pas tellement les résultats de la nationalisation du sol, que ceux de la liquidation des biens immobiliers féodaux, qui sont ici soumis à l'examen. Les résultats sont très intéressants et instructifs. La liquidation des biens féodaux et, en général, des biens territoriaux plus vastes, — allant au-delà du cadre de la paysannerie — a conduit à une liquidation presque totale des grandes exploitations agricoles, parmi lesquelles il faut compter les fermes-modèles. Ce fut une des raisons — bien que ce ne fût une raison décisive — de la régression passagère de l'agriculture. Mais nous avons déjà vu qu'avec la récolte de cette année, la production agricole atteindra le niveau d'avant-guerre, et ce sera sans les grandes propriétés territoriales et sans les établissements « modèles » capitalistes. Et le développement de l'agriculture délivrée des grands propriétaires ne fait que débiter ! La « liquidation » de la profession de propriétaire terrien avec tous ses nids et même le « barbare » partage noir ¹⁴ qui faisait tellement peur à ces pieux mencheviks, s'est donc réalisée économiquement. Telle est la première conclusion, qui est, nous le pensons, de quelque importance. Pour ce qui est de la nationalisation du sol, le principe n'a pas encore pu être soumis à une épreuve réelle à cause de la dispersion de la petite paysannerie. Le vernis « populiste » ¹⁵ qui était inévitablement attaché, dans la première période, à la socialisation de la terre en est tout aussi inévitablement tombé. Mais en même temps le sens de la nationalisation, principe socialiste, a pris une suffisamment grande importance sous la direction de la classe ouvrière, pour démontrer son rôle énorme dans le développement qui se poursuit dans l'agriculture. Grâce à la nationalisation de la terre, nous avons assuré à l'État des possibilités illimitées dans le domaine de la répartition des terres. Aucun mur d'une propriété privée ou collective ne sera pour nous un obstacle à l'adaptation des formes de l'utilisation terrienne aux nécessités du processus du développement. Pour le moment, à peine 4% des moyens de production agricoles sont mis en commun ; les autres, 96% se trouvent dans la possession privée des paysans. Mais il ne faut pas perdre de vue que les moyens de production agricole, aussi bien ceux des paysans que ceux de l'État ne surpassent que de très peu 1/3 de l'ensemble des moyens de production de toute l'Union soviétique. Il serait superflu d'expliquer que la signification de la terre ne peut se manifester complètement que dans le résultat final d'un grand développement de la technique agricole et de la collectivisation de l'agriculture qui doit en résulter, c'est-à-dire, dans la perspective d'une série d'années. Mais c'est vers ce but que nous nous dirigeons.

IV

Pour nous, qui sommes marxistes, il était absolument clair, même avant la révolution, que la construction socialiste de l'économie devait justement commencer par l'industrie et les transports mécaniques et s'étendre de là au village. C'est pour cela qu'un examen (appuyé de chiffres) de l'activité

¹⁴ Littéralement : nouvelle répartition « noire », c'est-à-dire « sauvage & rquo; des terres, contre le tsar et contre la grande propriété ; en même temps nom d'un mouvement illégal, de petits cercles des paysans sans terres ou pauvres conduits par des révolutionnaires » intellectuels » en Russie après 1878.

¹⁵ « Populiste » (narôdniki) tendance romantique à apparence socialiste parmi les intellectuels russes, environ de 1860 à 1890 ; aboutit au parti des social-révolutionnaires, petits paysans et petits-bourgeois pour la plupart social-patriotes.

de l'industrie nationalisée est la question fondamentale du jugement socialiste de notre économie dans l'époque de transition.

Dans le domaine de l'industrie, la socialisation des moyens de production est de 89% et en y comprenant les transports par chemin de fer, 97% ; dans l'industrie lourde à elle seule, 99%. Ces chiffres indiquent que les résultats de la nationalisation n'ont pas subi de changement en défaveur de la propriété d'État. Cette circonstance, à elle seule, est de la plus haute importance. Mais ce qui nous intéresse surtout, c'est autre chose : dans quel pourcentage les moyens de production spécialisés participent-ils à la production annuelle ? C'est-à-dire : dans quelle proportion de production l'État emploie-t-il les moyens de production qu'il s'approprie ? Voici ce qu'indique à ce sujet le tableau d'ensemble de la Commission du plan d'État : L'industrie étatique et socialiste a produit en 1923/24, 76% de la production brute ; cette année elle a produit 79,3% et selon le devis de la Commission du Plan d'État elle promet d'atteindre 79,7% l'année prochaine. En ce qui concerne l'industrie privée, sa participation à la production était en 1923/24 de 23,7%, en 1924/25, de 20,7%, et pour l'année prochaine on lui accorde 20,3%. Les chiffres prévisibles pour l'année prochaine, aussi prudemment calculés soient-ils, c'est-à-dire la comparaison de la dynamique de la production de l'État et de la production privée, à l'intérieur de la somme totale des marchandises produites par le pays, prend une importance énorme. Nous voyons qu'au cours de l'année passée et de l'année présente, c'est-à-dire dans les années de développement économique difficilement poursuivi, la participation de l'industrie d'État a augmenté de 3%, tandis que la participation privée a baissé d'autant. C'est de ce pourcentage que dans ce petit laps de temps la prépondérance du socialisme sur le capitalisme a grandi. Le pourcentage peut paraître faible, mais en fait, sa signification symptomatique est, comme nous allons le voir, énorme.

En quoi pouvait consister le danger au moment de la transition vers la nouvelle politique économique et dans les toutes premières années de celle-ci ? Il a consisté dans le fait que l'État, à la suite de l'épuisement complet du pays, aurait pu se montrer incapable de relever les grands établissements industriels dans un temps suffisamment court.

Étant donné le travail tout à fait insuffisant des grands établissements à ce moment (nous avons à faire à une production de 10 et 20%), les établissements moyens, les petits et même les établissements de travail à domicile (artisanat) pouvaient obtenir, par leur capacité d'adaptation, par leur «élasticité», une prédominance immense : La «liquidation» de la première période, qui représentait le tribut socialiste au capitalisme pour le fonctionnement des usines et bâtiments confisqués au capital, risquait de livrer une grande partie de la fortune de l'État à toutes sortes de marchands, d'entremetteurs et de profiteurs. L'artisanat à domicile et les petits ateliers étaient les premiers à reprendre de la vie dans l'atmosphère de la N.E.P. La combinaison du capital d'affaires privé avec la petite industrie privée, dont faisait partie l'artisanat, aurait pu conduire à un procès suffisamment rapide de l'ancienne accumulation capitaliste, par les anciennes voies. De ce fait, on était menacé d'une perte de vitesse si grande qu'elle aurait pu aboutir à arracher les brides de la direction économique des mains de l'État ouvrier avec une force effrayante. Naturellement, nous ne voulons pas du tout dire par là que chaque relèvement passager ou même constant de la valeur propre de l'industrie privée dans le cadre des transactions générales renferme en lui-même des suites catastrophiques ou même grave. Ici aussi la qualité dépend de la quantité. S'il résultait des chiffres d'ensemble que le « poids spécifique », la part de la production capitaliste privée, a augmenté dans les deux ou trois dernières années de 1-2-3%, cela ne rendrait nullement la situation menaçante ; la production d'État atteindrait toujours les trois-quarts de la masse totale.

Ce serait un problème absolument soluble que de rattraper la perte de vitesse, maintenant que les grands établissements sont de plus en plus occupés. S'il était prouvé que la part de la production

capitaliste privée avait augmenté de 5 à 10%, on aurait pu prendre la situation un peu plus au sérieux, en encore que ce résultat, obtenu dans la première période — celle de la reconstruction —, ne signifierait en aucune manière que la nationalisation soit économique défavorable. La conclusion consisterait seulement en ceci, que la partie la plus importante de l'industrie nationalisée n'a pas encore déployé la force de développement nécessaire. D'autant plus important est le fait qu'arrivé au terme de la première période de la N.E.P. — uniquement occupée par la reconstruction, et qui était pour l'État la plus difficile et la plus dangereuse — l'industrie nationalisée n'a non seulement perdu aucun de ses avantages au bénéfice de l'industrie privée, mais a, au contraire, fait reculer celle-ci de 3%. Telle est l'énorme signification symptomatique de ce petit chiffre !

Notre conclusion gagne encore en clarté si nous examinons les indications qui se rapportent non seulement à la production mais aussi au roulement d'affaires (de commerce). Dans la première moitié de l'année 1923, le capital privé a fait dans le commerce (transit) à peu près 50%, et dans la deuxième moitié de cette année à peu près 26%. En d'autres termes : la valeur propre du capital privé dans le commerce de transit a baissé dans ces deux années du double (de la moitié au quart). On n'a pas atteint ce résultat par simple « étranglement du commerce », car dans la même période le chiffre d'affaires du commerce étatique et fédératif a augmenté de plus du double. Ainsi donc un amoindrissement de leur rôle social est perceptible non seulement dans l'industrie privée, mais aussi dans le commerce privé. Ce qui est visible si l'on considère la progression des forces de production et le roulement d'affaires. Comme nous l'avons vu, le tableau d'ensemble prévoit pour l'année en cours une nouvelle diminution, bien que petite, de la valeur propre de l'industrie privée et du commerce privé. Nous pouvons attendre en toute tranquillité la vérification dans la réalité de cette prévision.

Il ne faut pas du tout se représenter la victoire de l'industrie de l'État sur l'industrie privée comme une ligne continuellement ascendante. Il peut y avoir des périodes où l'État, qui s'appuie sur sa force économique assurée et veut accélérer son développement, laisse consciemment s'accomplir une augmentation momentanée de la « valeur propre » des entreprises privées : dans l'agriculture sous la forme d'établissements « forts », c'est-à-dire, établissements du modèle fermes-capitalistes ; dans l'industrie et aussi dans l'agriculture sous forme de concessions. Si on prend en considération le caractère extrêmement « atomisé », le caractère « minuscule » de la plus grande partie de notre industrie privée, il serait naïf de croire que chaque augmentation de poids spécifique de la production privée au-dessus des 20,7% d'en ce moment, signifie inévitablement une menace quelconque pour la construction socialiste. En général, il serait faux d'établir ici une limite fixe. La question n'est pas déterminée par une limite formelle, mais par la dynamique générale du développement. Et l'étude de cette dynamique démontre que dans la période la plus difficile pendant laquelle les grands établissements faisaient ressortir plus leurs qualités négatives que leurs qualités positives, l'État a tenu tête à la première attaque du capital privé avec un succès complet. Au moment de l'accroissement le plus rapide, pendant les deux dernières années, le rapport des forces économiques découlant du bouleversement révolutionnaire s'est déplacé selon les prévisions, en faveur de l'État ! Maintenant que les positions principales sont bien plus fermement assurées, — rien qu'à cause du fait que les grands établissements approchent d'un rendement de 100%, — il ne peut y avoir de raison de craindre des changements inattendus quelconques, tant qu'il s'agit des facteurs intérieurs de notre économie.

V

Pour la question de la liaison¹⁶, c'est-à-dire de la coordination du travail économique de la ville et de la campagne, le tableau d'ensemble donne des indications¹⁷ fondamentales et pour cela même extrêmement convaincantes.

Ainsi qu'il ressort du tableau, la paysannerie jette sur le marché moins d'un tiers de sa production brute, et cette masse de marchandises constitue plus du tiers de l'échange de marchandise total.

Le rapport de valeur entre la quantité de marchandise agricole et la quantité de marchandise industrielle se meut dans d'étroites limites dans la proportion approximative de 37/63.

Cela signifie : si on évalue les marchandises non d'après les mesures, poud et archine, mais en roubles, il se fait sur le marché un échange d'un peu au-dessus d'un tiers de marchandises agricoles et d'un peu en dessous de deux tiers de marchandises venant de la ville, c'est-à-dire industrielles. Cela s'explique par le fait que le village satisfait ses propres besoins dans une grande mesure, évitant ainsi le marché, tandis que la ville jette presque toute sa production sur le marché. L'économie de consommation paysanne, si dispersée, s'exclut pour plus de deux tiers du roulement économique total, et seul le dernier tiers influe d'une manière immédiate sur l'économie du pays. L'industrie, par contre, participe par essence d'une façon immédiate au commerce total du pays ; car le trafic « interne », à l'intérieur de l'industrie, des trusts et même des syndicats, qui abaisse la quantité de marchandises produites de 11%, non seulement n'amoindrit pas l'influence de l'industrie sur le processus d'ensemble de l'économie, mais au contraire le renforce.

Mais si la quantité des produits agricoles consommés sous forme naturelle n'influence pas le marché, cela signifie naturellement pas qu'elle n'influence pas l'économie. Elle représente dans la situation économique donnée, « l'arrière » naturel, nécessaire, du tiers de marchandises de la production paysanne. De son côté, ce tiers est la valeur pour laquelle le village exige de la ville une contre-valeur équivalente. Ceci démontre clairement l'énorme importance de la production paysanne en général (et de ses tiers de marchandises en particulier) pour l'économie générale. La réalisation de la récolte et surtout l'opération d'exportation est un des facteurs les plus importants de notre bilan économique annuel. La mécanique de la réunion de la ville et du village devient d'autant plus compliquée qu'elle est longue. Depuis longtemps la chose ne se borne pas à ce que tant et tant de pouds de blé paysan soit échangé contre tant et tant d'archives de cotonnade. Notre économie est entrée dans le système mondial. Ceci a ajouté de nouveaux anneaux à la chaîne de l'union entre la ville et la campagne. Le blé paysan est échangé contre de l'or étranger. L'or, de son côté, est converti en machines, instruments agricoles et outils qui font défaut tant à la ville qu'à la campagne. Des machines textiles, obtenues grâce à l'or réalisé par l'exportation de blé, renouvellent l'équipement de l'industrie textile et abaissent, par là même, les prix des tissus qui sont destinés au village. Le mouvement circulatoire devient extrêmement compliqué, mais sa base reste après comme avant une certaine relation économique entre la ville et la campagne.

Cependant il ne faut pas oublier un instant que cette relation est une relation dynamique et que le principe dirigeant dans cette dynamique compliquée est l'industrie. C'est-à-dire que quoique la production agricole, et directement sa partie destinée au commerce, impose des limites déterminées au développement de l'industrie, ces limites ne sont cependant pas fixes et immobiles. C'est-à-dire

16 La « **Smytschka** » est connue aussi dans l'Europe occidentale : union de la « ville » et de la « campagne », du prolétariat d'industrie et de la paysannerie pauvre, — un des legs de Lénine.

17 Dans ce cas comme dans d'autres je ne veux pas dire que toutes les indications soient nouvelles : mais elles sont étudiées, complétées et reportées dans un système qui englobe l'économie générale. C'est en cela que réside leur extrême importance.

que l'industrie n'est pas contrainte à se développer uniquement en raison de l'accroissement de la récolte. Non, la dépendance réciproque est beaucoup plus compliquée. L'industrie, en s'appuyant sur le village, surtout avec son apport de produits manufacturés, et en se développant grâce à l'accroissement du village, devient aussi en elle-même un marché de plus en plus puissant.

Maintenant que l'agriculture et l'industrie approchent de la fin du processus de reconstruction, le rôle de force motrice incombera dans une mesure incomparablement plus grande qu'autrefois à l'industrie. Le problème de l'influence de la production socialiste de la ville sur la campagne, non seulement grâce aux objets bon marché mais aussi grâce à la perfection de plus en plus grande des outils destinés à la production agricole, ce problème se pose maintenant à notre industrie avec un caractère concret et dans toute son ampleur.

Le renouvellement socialiste de l'agriculture ne se fera naturellement pas par les coopératives, considérées comme forme pure d'organisation, mais au moyen des coopératives appuyées sur l'industrialisation de l'agriculture, son électrification et son industrialisation générale. C'est-à-dire que le progrès technique et socialiste de l'agriculture ne peut pas être séparé d'une prédominance croissante de l'industrie dans l'économie générale du pays¹⁸. Et ceci à son tour, signifie que dans le développement économique à venir, le coefficient dynamique de l'industrie surpassera le coefficient dynamique de l'agriculture d'abord lentement, ensuite toujours plus vite, jusqu'au moment où cette opposition même aura enfin disparu.

VI

La production totale de l'industrie a dépassé en 1924-25 la production de l'année précédente de 48%. Pour l'année prochaine, on peut attendre, par rapport à cette année, un accroissement de 33% (si on ne tient pas compte de la baisse des prix). Mais les différentes catégories d'établissements industriels ne se développent pas uniformément.

Les grands établissements ont subi dans l'année courante un accroissement de production de 64 %. Le deuxième groupe, que nous nommerons conditionnellement le groupe des établissements moyens a subi une augmentation de 55%. Les petits établissements n'ont augmenté leur production que de 30%. Par conséquent, nous sommes dans une situation où les avantages des grands établissements par rapport aux établissements moyens et petits sont déjà très prononcés. Mais ceci ne signifie nullement que nous ayons déjà réalisé entièrement les possibilités que renferme l'économie socialiste. En tant qu'il s'agit ici de la supériorité au point de vue de la production, des grands établissements par rapport aux établissements moyens et aux petits établissements, nous ne réalisons pour l'instant que les avantages qui sont propres aux grands, établissements aussi bien sous le capitalisme. La standardisation des produits dans le cadre de l'État, la normalisation des processus de production, la spécialisation des exploitations, la transformation d'usines entières en d'énormes « ateliers » particuliers d'une fabrique comprenant l'union soviétique entière, la liaison réelle selon un plan, des processus de production de l'industrie lourde et de l'industrie de transformation, tout cela ne contribue qu'à nous faire approcher des tâches fondamentales de la production socialiste. Des possibilités s'étendent à perte de vue, qui nous permettra dans quelques années de dépasser de beaucoup nos anciennes mesures. Mais ceci est l'affaire de l'avenir et nous en reparlerons plus tard.

¹⁸ Cette explication de Trotsky est très importante. On sait que depuis le rétablissement de la NEP et du marché intérieur, le P.C.R. a déterminé la voie du socialisme à la campagne par les coopératives, en s'inspirant particulièrement des deux derniers écrits de Lénine relatifs à la coopération. Si la base technique de l'agriculture ne vient pas appuyer le rôle des coopératives, on risque d'entraîner les masses paysannes dans un mouvement de coopération sans bases socialistes ou la prédominance croissante des paysans riches peut déterminer peu à peu une nouvelle concentration des terres et une main mise sur le marché qui peuvent devenir des facteurs politiques anti-communistes.

Jusqu'à présent, nous avons profité de la direction étatique de l'économie, non dans le domaine de la production proprement dite, c'est-à-dire de l'organisation et de la coordination des processus matériels, mais dans le domaine de la répartition de la production, c'est-à-dire de l'approvisionnement des branches particulières de l'industrie ne matériel, matières premières, outillage, etc. ou, pour parler dans la langue du marché, en capital d'affaires et partiellement en capital de base. Libre des liens de la propriété privée, l'État pouvait, au moyen du budget de l'État, au moyen des banques d'État, des banques syndicales, etc., diriger les moyens effectifs à chaque instant là où la préservation, ou la récréation, ou le développement du processus économique étaient devenus nécessaires. Cet avantage de l'administration socialiste a joué dans les dernières années un rôle véritablement sauveur.

Malgré certaines fautes et erreurs grossières dans la distribution des moyens, nous en avons cependant disposé d'une manière incomparablement plus économique et plus opportune que cela n'eut été le cas dans un processus de reconstruction des forces de production capitaliste élémentaire. Ce n'est que grâce à cette circonstance qu'en si peu de temps nous avons pu atteindre sans emprunts étrangers notre situation actuelle.

Mais ceci n'épuise pas la question. L'économie, et par suite la conformité sociale du socialisme, se montre aussi dans le fait qu'il a délivré le processus de reconstruction de l'économie de toutes les dépenses superflues au bénéfice des classes parasites. C'est un fait certain que nous approchons du niveau de production de 1913, et avec cela le pays est beaucoup plus pauvre qu'avant la guerre. Ceci signifie que nous atteignons les mêmes résultats de production avec des dépenses sociales additionnelles plus petites : sont supprimées les dépenses : pour la monarchie, la noblesse, la bourgeoisie ; les classes intellectuelles privilégiées, en somme, pour les superfluités entraînées par le mécanisme du capitalisme en lui-même¹⁹. Ayant entrepris d'accomplir la tâche, il nous a été possible de mobiliser immédiatement une bien plus grande partie des moyens matériels existants et encore très limités, en vue de la production, et de préparer ainsi pour la prochaine étape une amélioration plus rapide du niveau de vie matérielle de la population.

Notre sol est donc nationalisé, et la paysannerie, dont la production en marchandises est d'un peu plus d'un tiers des valeurs négociées sur le marché, est atomisée. Il n'y a que 4% de capitaux socialisés, dans l'agriculture.

Nous avons une industrie dont le capital de base est socialisé pour 80%, et avec cela cette industrie socialisée ne fournit que 79% de la production industrielle brute.

Les 11% de moyens de production non socialisés produisent par conséquent 20% de la production brute²⁰. La participation de la production d'État est en train de s'accroître.

19 Les dépôts d'économies et comptes-courants se montaient en 1924-1925 en moyenne à 11% des versements de 1913. Pour la fin de l'année prochaine on prévoit une hausse de ces versements se montant jusqu'à 36% de ceux de 1913. Ceci est un des signes saillants de la médiocrité de notre épargne. Mais justement le fait, qu'avec une situation des versements et comptes-courants qui n'atteint qu'à peu près 11% de la situation d'avant-guerre, nous portons notre économie presque au 3/4 du niveau d'avant-guerre, est la meilleure preuve que l'état ouvrier et paysan utilise l'appareil étatique d'une façon incomparablement plus économique, plus prévue, et plus utile que cela n'est le cas dans un régime bourgeois.

Le fait que la vitesse de développement des transports est inférieure aux résultats de l'agriculture et de l'industrie s'explique en grande partie par le fait que dans la période d'avant-guerre, la « valeur spécifique » de l'importation et de l'exportation était beaucoup élevée qu'à présent. Ce qui prouve de nouveau que nous approchons du niveau d'avant-guerre de l'industrie même, avec des ressources nationales et des faits « additionnels » sociaux beaucoup plus modestes qu'ils n'étaient en 1913.

²⁰ Cette disproportion entre moyens de production et production est explicable avant tout par les différences dans la composition organique du capital ; il est naturel que dans la petite industrie et l'artisanat l'installation (k) est insignifiante en comparaison de la force humaine vivante (v) qu'on dépense sans compter. À l'autre pôle il faut ajouter le fait que le rendement de nos plus grands établissements, par exemple, les géants métallurgiques, atteint à peine 10%

Les transports par chemin de fer sont des transports socialisés à 100%. Le rendement des transports augmente sans cesse ; en 1921-22 il se montait à peu près à 25% du rendement du temps de paix, en 1922-23 à 37%, en 1923-24 à 44%, et en 1924-25 il dépassera la moitié du rendement d'avant-guerre. Pour l'année prochaine, on prévoit 75% du trafic de marchandises d'avant-guerre.

Dans le domaine du commerce, les moyens socialisés, c'est-à-dire les moyens de l'État et les moyens coopératifs se montant à 70% du capital total participant au roulement, et cette part augmente toujours.

Le commerce extérieur est complètement socialisé et son monopole d'État reste un principe immuable de notre économie politique. Le chiffre d'affaires total du commerce extérieur doit monter l'année prochaine à 2.200.000.000 roubles. La participation du capital privé dans ce chiffre d'affaires — même si on ajoute la contrebande, ce qui est entièrement justifié — doit à peine atteindre 6%.

Les banques, et en général tout le système de crédit est socialisé presque à 100%. Et cet appareil qui croit puissamment remplit son devoir d'une façon toujours plus élastique et avec une capacité de plus en plus grande, en mobilisant l'argent liquide pour l'entretien du processus de production.

Le budget de l'État atteint 3,7 milliards de roubles et représente 13% du revenu national brut (29 milliards) ou 24% de sa somme de marchandises (15,2 milliards).

Le budget devient un levier intérieur puissant du relèvement économique et culturel du pays. Ces chiffres sont ceux du tableau d'ensemble.

Il faut attribuer à ces chiffres une importance historique. L'activité des socialistes qui dure depuis plus de cent ans, qui a commencé par des utopies et a conduit plus tard à des théories scientifiques, a subi pour la première fois une « preuve » économique énorme qui dure depuis huit ans. Tout ce qui a été écrit sur le socialisme et le capitalisme, la liberté et la force, la dictature et la démocratie, a passé par la chaudière de la révolution d'octobre et a pris une forme nouvelle, incomparablement plus concrète. Les chiffres de la Commission du Plan d'État sont le premier résumé — bien qu'esquissé — du premier chapitre de la grande tentative : de transformer la société bourgeoise en société socialiste. Et ce résumé est entièrement en faveur du socialisme.

Aucun pays n'était plus dévasté et épuisé par toute une série de guerres que la Russie soviétique. Les pays capitalistes qui ont le plus souffert pendant la guerre, sans exception, n'ont pu se relever qu'à l'aide de capitaux étrangers. Seul, le pays des soviets, depuis toujours le plus arriéré, le plus dévasté et le plus épuisé par les guerres et les commotions révolutionnaires, s'est relevé de la pauvreté complète par ses propres forces, malgré l'intervention hostile du monde capitaliste entier. Ce n'est que grâce à l'abolition complète de la propriété féodale et de la propriété bourgeoise, grâce à la nationalisation de tous les moyens de production fondamentaux, grâce aux méthodes socialistes étatiques de coordination et de répartition des moyens nécessaires, que l'union soviétique s'est relevée de la poussière et redevient un facteur de plus en plus puissant de l'économie mondiale. Du tableau d'ensemble de la Commission du Plan d'État des fils ininterrompus remontent jusqu'au « Manifeste communiste » de 1847 de Marx et Engels, et au avant - vers l'avenir socialiste de l'humanité. L'esprit vit dans ces arides rangées de chiffres.

Léon Trotsky

Août-septembre 1925

de leur capacité. Ce résultat numérique n'est qu'une conséquence mathématique de la formule du taux de profit établie par Marx, (Le Capital, Livre III).

2. Nous et le monde capitaliste

La fin du commentaire de la Commission pour le Plan d'État formule ainsi notre tâche générale : ... « Maintenir les positions acquises et marcher vers le socialisme avec constance d'année en année partout où le travail économique le permet, ne serait-ce que pour avancer d'un pas. » Ces mots peuvent mener à de fausses conclusions si on les prend trop à la lettre. Les mots exprimant qu'il suffit de s'approcher chaque année du socialisme « ne serait-ce que pour avancer d'un pas » pourraient être interprétés comme si l'allure n'avait presque pas d'importance ; pourvu que la ligne (diagonale) des forces, pense-t-on, tende vers le socialisme, nous arriverons bien finalement au but. Une conclusion pareille serait foncièrement fautive et la Commission pour le Plan d'État n'a de toute évidence jamais voulu dire cela.

Car en réalité, dans ce cas, c'est justement l'allure qui décide ! Seule, l'avance qu'a pris le rythme de développement de l'industrie et du commerce d'État sur le capital privé a assuré, dans la période écoulée, une diagonale de force « socialiste ». Il faut que le même rapport dans les allures soit conservé dans l'avenir. Mais ce qui est plus important encore, c'est la proportion du temps de notre développement général par rapport à celui de l'économie mondiale. Dans le mémorandum de la Commission pour le Plan d'État, cette question n'est, pour l'instant, pas abordée. Il nous semble d'autant plus important de la traiter très à fond, que ce nouveau critérium servira à établir nos succès et nos défaites dans la période à venir, dans la même mesure que le critérium « niveau d'avant-guerre » a servi à établir les succès de notre période de reconstruction.

Il est clair qu'avec notre rentrée dans le marché mondial, il n'y a pas que les bonnes perspectives qui augmentent, mais aussi les dangers. La raison profonde de ce phénomène est toujours la même : la forme atomisée de notre paysannerie, notre infériorité technique et l'énorme supériorité de production actuelle du capitalisme mondial par rapport à nous. Cette simple « expression de ce qui est » ne contient naturellement aucune contradiction avec le fait que le mode de production socialiste avec ses méthodes propres, ses tendances et ses possibilités, est incomparablement plus puissant que le mode capitaliste. Le lion est plus fort que le chien — mais un chien qui a atteint sa pleine croissance peut être plus fort qu'un lionceau. La meilleure sécurité pour le lionceau c'est de devenir viril, que ses dents et ses griffes deviennent fortes. Pour cela que faut-il ? Du temps.

En quoi consiste la supériorité essentielle — jusqu'à nouvel ordre — de l'ancien capitalisme sur le jeune socialisme ? Elle ne réside pas dans des valeurs matérielles, dans des caves remplies d'or, dans la masse de richesses accumulées et volées. Les valeurs accumulées du passé ont bien une grande importance, mais elles ne sont pas l'élément décisif. Une société vivante ne peut pas vivre longtemps sur ses anciennes provisions, elle satisfait ses besoins grâce aux productions du travail vivant. Malgré toutes ses richesses, l'ancienne Rome fut incapable de tenir tête aux « barbares » envahissants, lorsque ceux-ci montrèrent une capacité de production plus grande que celle du régime esclavagiste, corrompu.

La société bourgeoise réveillée par la grande révolution vola tout simplement les richesses des villes-états-italiennes, accumulées depuis le moyen-âge. Si en Amérique la capacité de production baissait au-dessous du niveau européen, les neuf milliards d'or qui sont là-bas en stock dans les sous-sols des banques ne lui seraient d'aucun secours. La supériorité économique fondamentale des États bourgeois consiste en ce que le capitalisme produit pour l'instant encore de la marchandise moins chère et en même temps meilleure que le socialisme. En d'autres termes : la capacité de production est pour l'instant encore beaucoup plus grande dans les pays vivant selon la loi de l'inertie de l'ancienne culture capitaliste que dans le pays qui ne fait que commencer à appliquer les méthodes socialistes avec un passé d'inculture héréditaire.

Nous connaissons la foi fondamentale de l'histoire : la victoire appartient en dernier ressort au régime qui assure à la société humaine un niveau économique plus élevé.

La question historique pour laquelle est tranchée — quoique ce ne soit pas d'un seul coup — par le coefficient de comparaison de la capacité de production.

La question qui se pose en ce moment est uniquement celle-ci : dans quel sens et avec quelle rapidité le rapport entre notre économie et l'économie capitaliste variera-t-il dans les prochaines années ?

On peut comparer notre économie avec l'économie capitaliste dans différents sens et de plusieurs manières. Car l'économie capitaliste elle-même est extrêmement hétérogène. La comparaison peut avoir un caractère statique, c'est-à-dire qu'elle peut se borner à l'état économique au moment présent, et elle peut être dynamique, c'est-à-dire être fondée sur une comparaison des vitesses de développement. On peut comparer le revenu national des pays capitalistes avec le nôtre. Mais on peut aussi comparer les coefficients de l'accroissement de la production. Toutes les comparaisons et vues de ce genre auront leur signification — plus ou moins importante ; il suffit de comprendre leur relation et leur dépendance réciproque. Citons quelques exemples, simplement pour illustrer notre pensée.

Aux États-Unis d'Amérique le procès capitaliste a atteint un point culminant. Pour établir la prédominance matérielle du capitalisme d'aujourd'hui sur le socialisme il est instructif de prendre cette prédominance là où il se montre de la manière la plus prononcée. Le « Conseil (council) du Comité d'industrie de l'Amérique du Nord » a publié récemment un compte-rendu qui nous révèle quelques chiffres. La population des États-Unis forme à peu près 6% de la population totale de la terre et produit 21% du blé, 32% des autres céréales, 53% des produits forestiers, 62% de la fonte, 60% de l'acier, 57% du papier, 60% du cuivre, 46% du plomb et 72% du pétrole, de la totalité de la production mondiale. Un tiers de la richesse mondiale appartient aux États-Unis. Ils possèdent 38% de la force hydraulique de la terre, 59% des lignes téléphoniques et télégraphiques, 40% de tous les chemins de fer et 90% des automobiles²¹.

La force du courant électrique des stations de force motrice publiques de notre union sera l'année prochaine de 775.000 kilowatts ; aux États-Unis la force du courant électrique a atteint l'année dernière 15 millions de kilowatts. En ce qui concerne les forces motrices des usines, leur force de courant se montait au total d'après la statistique de 1920, à peu près d'un million de kilowatts ; aux États-Unis la consommation était à la même époque à peu près de 10 millions et demi de kilowatts.

La capacité de production se traduit par la somme du revenu national total dont le calcul comporte, comme on sait, de grandes difficultés. Selon les rapports de notre bureau central de statistique, le revenu national de l'Union soviétique se montait en 1923/24 en moyenne à peu près de 100 roubles par tête, celui des États-Unis par contre à environ 550 roubles par tête. D'autres statistiques étrangères indiquent que le chiffre du revenu national des États-Unis n'est pas de 550, mais même de 1.000 roubles. Ceci prouve que la capacité moyenne de production conditionnée par l'outillage, l'organisation, la mise en train du travail et autres choses, est, en Amérique du Nord, dix ou du moins six fois plus grande que chez nous.

Ces chiffres, aussi importants soient-ils, ne signifient nullement que notre défaite dans la lutte historique soit à priori certaine, et non seulement du fait que le monde capitaliste ne se borne pas uniquement à l'Amérique ; non seulement non plus parce que de puissantes forces politiques prennent part à la lutte historique, forces qui sont la résultante de tout le développement économique précédant ; mais aussi, et avant tout, parce que la courbe future du développement économique en Amérique du Nord représente elle-même une grande inconnue. Les forces productives des États-Unis ne sont pas pleinement employées, et la diminution de la possibilité de production signifie aussi

²¹ En 1926 et 1927, l'Amérique est en recul dans certaines de ces branches, surtout par suite de la production croissante de l'Europe (surtout de l'Allemagne) et des Dominions. C'est ainsi qu'elle produit actuellement 50% de l'acier, 50% de la fonte, 83% des automobiles.

diminution des forces productives. Les États-Unis ne sont pas suffisamment pourvus de marchés d'écoulement. Le problème des débouchés se pose pour eux avec une acuité toujours grandissante. Il n'est pas du tout impossible que dans la période à venir le coefficient de comparaison de la capacité de production, tende ; des deux côtés, vers une égalisation : par l'augmentation de la nôtre et la diminution de celle de l'Amérique. Ceci pourrait se produire à un bien plus haut degré pour l'Europe, dont le niveau de production se maintient déjà beaucoup plus bas que celui de l'Amérique.

Une chose est claire : la prépondérance de la technique et de l'économie capitalistes reste encore énormes pour le moment ; une ascension raide est à prévoir ; les devoirs et les difficultés sont véritablement immenses. On ne peut trouver un chemin sûr qu'en tenant fermement en main les instruments de mesure de l'économie mondiale.

3. Les coefficients de comparaison de l'économie mondiale

Il ne faut pas se représenter l'équilibre dynamique de l'économie soviétique comme l'équilibre d'un tout séparé et se suffisant à soi-même. Au contraire, la mesure dans laquelle notre économie intérieure sera maintenue par les effets de l'importation et de l'exportation, augmentera, au fur et à mesure que nous avancerons. Il faut examiner ce phénomène à fond et en tirer toutes les conclusions. La relation de dépendance entre les éléments de notre économie intérieure tels que prix, qualité de la marchandise, etc. et les éléments correspondant de l'économie mondiale sera d'autant plus directe et apparente que nous serons plus étroitement inclus dans le système international de la division du travail.

Jusqu'à aujourd'hui nous développons notre industrie en prenant comme point de repère dans le passé son niveau d'avant-guerre. Pour la comparaison et l'établissement de la valeur de la production nous utilisons les prix des catalogues de 1913. Mais la période de reconstruction, où une telle comparaison — d'ailleurs très imparfaite — était à sa place, touche à sa fin, et toute la question de l'évaluation comparative du développement de notre économie est en train de passer sur un plan nouveau. Dorénavant, nous serons obligés de savoir à tout moment combien notre production, au point de vue de la quantité, de la qualité et du prix, reste en arrière de la production européenne ou de la production mondiale. La clôture de la période de reconstruction nous permettra de mettre définitivement de côté nos propres catalogues de 1913 et de nous armer des catalogues des maisons de commerce allemandes, anglaises, américaines et autres. Il faudra que nous concentrons notre attention sur de nouveaux index, qui exprimeront — pour la qualité aussi bien que pour la quantité — la comparaison de notre production avec celle du marché mondial. Seules ces nouvelles mesures comparatives, ces coefficients de comparaison, ajustés non plus à la mesure de l'État mais à celle du monde, permettront dans l'avenir de caractériser chaque étape du processus qu'exprime la formule de Lénine : « lequel battra l'autre ? ».

Au milieu des antagonismes de l'économie et de la politique mondiale, l'allure de notre progression, c'est-à-dire l'allure de la croissance quantitative et qualitative du travail effectué a une importance décisive.

Pour l'instant, notre état arriéré et notre pauvreté sont un fait incontestable que nous ne discutons pas mais sur lequel nous insistons au contraire à tout moment. Des confrontations systématiques avec l'économie mondiale ne peuvent donc donner à ce fait qu'une expression statistique. Ne courons-nous pas le danger, justement dans la prochaine période où nous n'aurons pas encore pris l'essor nécessaire, de nous voir écrasés par la colossale supériorité des ressources du marché mondial ? Si on pose ainsi la question, il ne peut pas y avoir de réponse absolue, à plus forte raison, de réponse statistique, de même qu'il ne peut pas y avoir de réponse par exemple à la question de savoir si les tendances de

« formes capitalistes » (tendances « koulak ») ne renferment pas le danger d'entraîner avec elles le paysan moyen, de paralyser l'action du prolétariat sur le village et de susciter à la construction socialiste des obstacles politiques. C'est de la même manière qu'on ne peut pas donner de réponse catégorique à la question suivante ; le capitalisme réussira-t-il — au cas où sa stabilisation momentanée et extrêmement relative serait durable — à mobiliser contre nous des forces armées sérieuses et à mettre un frein à notre essor économique par une nouvelle guerre ?

On ne peut pas répondre à ces questions par des « pronostics passifs ». Il s'agit ici d'une lutte, où la valeur de l'activité, de la tactique, de l'énergie etc., jouent un rôle énorme, et parfois décisif. L'examen de ces questions n'est pas la tâche que nous nous proposons ; nous essayons ici de fixer les tendances intérieures du développement économique, en faisant autant que possible abstraction des autres facteurs.

En tout cas, à la question : le marché mondial est-il capable de nous écraser rien que par sa supériorité économique ? Nous devons répondre ceci : nous ne sommes pas tout à fait désarmés en face du marché mondial ; notre économie est protégée par certaines institutions de l'État, qui emploie un vaste système de protectionnisme socialiste. Mais quelle est leur efficacité ? L'histoire du développement capitaliste peut nous renseigner à ce sujet. Pendant de longues périodes l'Allemagne ou les États-Unis, au point de vue de l'industrie, sont restées en retard sur l'Angleterre, à une distance qui pouvait paraître infranchissable. L'exploitation de circonstances naturelles et historiques a permis par la suite à ces pays arriérés de rattraper le pays avancé et même de le dépasser. Les frontières de l'État, la puissance de l'État, le système douanier, furent des facteurs puissants dans l'histoire du développement capitaliste. Cette caractéristique est valable dans une plus grande mesure encore pour un pays socialiste. Un système de protectionnisme socialiste très précis, persévérant et souple est pour nous d'autant plus important, que nos relations avec le marché capitaliste deviendront plus étendues et compliqués.

Cependant, il va de soi que le protectionnisme, dont l'expression la plus haute est représentée par le monopole du commerce extérieur, n'est pas tout-puissant. Il peut régler l'affluence des marchandises capitalistes, et la régler selon les besoins de la production et de la consommation intérieure. Par ce moyen, le protectionnisme est à même d'assurer à l'industrie socialiste les délais nécessaires au relèvement de son niveau de production. Sans le monopole de commerce extérieur notre processus de reconstruction serait impossible. Mais, d'autre part, seuls les résultats obtenus dans la production nous permettent de conserver le protectionnisme socialiste. De même, dans l'avenir, le monopole du commerce extérieur, bien qu'il puisse préserver l'industrie intérieure de secousses externes auxquelles elle ne peut pas encore tenir tête, ne peut cependant évidemment pas remplacer le développement de l'industrie elle-même. Ce développement doit être, dès à présent, calculé avec les coefficients du marché mondial.

Notre comparaison avec le niveau d'avant-guerre n'a été faite qu'au point de vue de la quantité et du prix. Le produit n'est pas considéré selon sa composition, mais selon sa dénomination, ce qui est naturellement une erreur. Les coefficients de production comparative doivent aussi comprendre la qualité. Sans quoi, ils deviennent forcément la source ou l'instrument d'illusions envers soi-même. Nous possédons à cet égard quelque expérience en ce qui concerne une baisse des prix accompagnée dans certains cas d'abaissement de la qualité. À qualité égale pour une même marchandise, chez nous et à l'étranger, le coefficient de comparaison sera calculé d'après les prix de revient. Si ce sont les prix de revient qui sont les mêmes, on le calculera d'après la différence de qualité. Si les prix de revient et la qualité sont inégaux une évaluation combinée de l'un et de l'autre sera finalement nécessaire. L'établissement du prix de revient incombe au calcul de la production. La plupart du temps, on ne peut déterminer la qualité de la marchandise qu'à l'aide de plusieurs mesures. L'ampoule électrique est un

exemple classique pour cela, on mesure sa qualité selon la durée de son éclairage, selon la quantité d'énergie qu'elle use par bougie, selon la régularité de la distribution de lumière, etc.

La fixation de normes techniques déterminées et de standards de production, entre autres du standard « qualitatif », facilite beaucoup la mise au point des coefficients de comparaison. Le rapport de notre standard aux standards du marché mondial sera pour chaque période donnée une grandeur fixe. Il suffira de savoir si notre produit correspond au standard établi. En ce qui concerne les comparaisons de valeur, cette question sera, avec le rapport qualitatif établi, résolu d'une façon extrêmement simple. Le coefficient combiné résulte d'une simple multiplication. Si, par exemple, une marchandise est deux fois plus mauvaise que la même marchandise étrangère et une fois et demi plus chère, le coefficient de comparaison : $1/3$. Il se peut que nous ne connaissions pas les prix de revient étranger ; mais c'est pratiquement d'importance secondaire. Il suffit que nous connaissions le prix : et il est imprimé dans des catalogues. La différence entre le prix de revient et le prix de vente s'appelle profit. La diminution de nos prix de revient nous permettra d'égaliser les prix du marché mondial, indépendamment des prix de revient étrangers. Telle est la base du problème qui nous est posé pour la prochaine période. À cette période succédera — pas de sitôt, il est vrai — la troisième période, dont la tâche sera de vaincre la production capitaliste sur le marché mondial par les produits de l'économie socialiste.

On objecte parfois que le nombre des marchandises est par trop grand et que le perfectionnement du travail des coefficients de comparaison représente une tâche qui « dépasse les forces ». À ceci on peut répondre de deux manières. D'abord toutes les marchandises existantes sont vérifiées, sont portées dans des livres et des catalogues, et malgré les nombreuses marchandises, ce travail ne contient rien qui dépasse les forces. En second lieu, on peut d'abord se borner aux articles les plus importants se consommant en masse et aux marchandises qui servent pour ainsi dire de clé à chaque production différente en supposant que les autres marchandises ont dans le système d'évaluation comparative une position intermédiaire.

Une autre objection consiste à nous opposer la difficulté qu'il y a à mesurer ou même simplement à définir la qualité. En effet, qu'est-ce donc que la qualité de la cotonnade ? Sa résistance, le contenu en coton de chaque archine carrée, la fraîcheur de la couleur ou l'attraction pour l'œil ? Il est incontestable que la caractérisation de la qualité est très difficile à établir pour la plupart des marchandises. Néanmoins, la tâche n'est nullement insoluble. Mais avant tout, il ne faut pas l'aborder avec des mesures absolues ou abstraites. Pour ce qui est de la cotonnade destinée au marché ouvrier et paysan, il y aura à considérer en premier lieu la solidité du tissu, en second lieu la résistance de la teinture. Si on mesure ces deux données — et ceci est très possible avec des méthodes rigoureusement objectives — on obtient la caractéristique fondamentale de la qualité, exprimée par des chiffres. Il est encore plus facile de donner un coefficient de comparaison exact, c'est-à-dire exprimé par des chiffres, de notre charrue, de notre machine à battre le blé, de notre tracteur et des mêmes machines de production américaine. Cette question aura dans les prochaines années le même rôle pour l'agriculture que celle du renouvellement du capital de base a pour l'industrie. Dans la vente d'un cheval ou d'une vache, le paysan lui-même fixe — et cela avec une exactitude étonnante — les « coefficients » nécessaires. Mais pour l'achat d'une machine, il est presque sans secours. Ayant été roulé dans l'achat d'une roue motrice, il communique à son voisin la peur de l'achat des machines. Il faut parvenir à ce que le paysan sache exactement quelle machine il achète.

La machine à battre soviétique devra avoir son « passeport » de marchandises sur lequel s'appuiera le coefficient de comparaison. Le paysan verra clair dans ce qu'il achète, et l'État verra clair dans le rapport de notre production avec la production américaine²².

L'idée des coefficients de comparaison qui, à première vue, peut paraître abstraite et presque un « fruit du tapis vert », est en réalité profondément enracinée dans la vie et ressort pour ainsi dire de toutes les circonstances économiques et même de tous les pores des relations quotidiennes. Nos coefficients de comparaison d'alors, eux aussi, calculés selon la situation d'avant-guerre, ne provenaient pas seulement de connaissances théoriques, mais aussi des besoins de la vie quotidienne. Le consommateur quelconque qui n'a pas connaissance des tableaux statistiques et des courbes des prix utilise le souvenir de ses frais de consommation aussi bien de la sienne propre que celle de sa famille. Le tableau statistique parle d'un certain pourcentage du niveau d'avant-guerre qui est calculé presque exclusivement du point de vue quantitatif, mais la mémoire du consommateur ajoute : « en temps de paix » (c'est-à-dire avant la guerre impérialiste) des chaussures coûtaient tant et tant de roubles et pouvaient être portées tant et tant de mois. Chaque fois qu'il achète des chaussures, le consommateur fait pour lui le calcul du coefficient de comparaison. Tous les autres acheteurs font la même opération, y compris le trust des marchands de cuir qui achète des machines de Voronéjo ou Kiev, et la paysanne qui achète trois archines de cotonnade au marché hebdomadaire. La différence ne consiste que dans le fait que le trust fait ses comparaisons au moyen de catalogues et de livres de bureau, tandis que la paysanne fait la sienne selon son souvenir.

Et il faut bien en convenir, les coefficients de comparaison de la paysanne, fondés sur l'expérience immédiate de la vie, sont beaucoup plus réels que les coefficients du trust, qui sont faits en hâte, presque toujours sans considération de la qualité, et parfois même d'une façon tendancieuse. Quoi qu'il en soit, les constatations statistiques, les analyses économiques et le travail quotidien de la mémoire du consommateur trouvent, ensemble, leur point de départ dans les possibilités que leur offrait l'économie d'avant-guerre.

Cette curieuse limitation nationale qui cherchait la comparaison dans le passé national, approche de sa fin. Nos relations avec le marché mondial suffisent déjà maintenant à nous obliger à chaque pas à comparer notre marchandise étrangère. Et à mesure que les anciennes comparaisons disparaissent (car le souvenir des produits d'avant-guerre disparaît de plus en plus de la mémoire, surtout dans la jeune génération) — les nouvelles comparaisons deviennent de plus en plus nettes parce qu'elles ne se fondent pas sur les souvenirs, mais sur les fruits concrets d'aujourd'hui. Les représentants commerciaux rapportent de l'étranger des offres de certaines maisons pour certaines marchandises, différents catalogues, et finalement leur propre expérience de consommateurs. Les questions : quel peut bien être le prix de cette marchandise à l'étranger ? Combien sa qualité diffère-t-elle là-bas de celle d'ici ? Qui ne se posaient plus du tout durant les dernières années se posent maintenant de plus en plus fréquemment.

Les voyages à l'étranger seront de plus en plus fréquents. Nous devons par tel ou tel moyen faire connaître l'industrie étrangère à nos directeurs de trusts, directeurs d'usines, aux meilleurs étudiants techniques, à nos contremaîtres, à nos mécaniciens, à nos ouvriers spécialisés — naturellement pas à tous à la fois, mais en tenant compte d'un ordre de succession opportun. Car le but de ces voyages à l'étranger justement à donner à la troupe d'élite des dirigeants de notre production la possibilité de juger à tous points de vue chaque coefficient de comparaison qui ne serait pas favorable, et de pouvoir ainsi le corriger avec sûreté en notre faveur.

22 Si nous avons fait état plus haut de quelques objections, ce n'est pas pour signifier que l'idée des coefficients de comparaison se heurte à la résistance des cercles intéressés. Au contraire, ceux qui sont intéressés dans la production, dans le commerce de l'état, dans le syndicalisme et dans les instituts de sciences techniques, ont la plus grande sympathie pour cette idée qui ressort de tout notre développement économique. (L.T.)

Penser que cette orientation vers l'occident ne concerne que les sommets économiques serait une preuve d'imbécillité bureaucratique. Au contraire, cette orientation vers l'occident a un caractère de masse très profond et doit aller « jusqu'en bas ».

La contrebande joue un rôle non moins important à cet égard. Mais il ne faut pas le surestimer. La contrebande est une partie sinon louable, du moins assez importante de la vie économique, partie qui en outre à sa cause fondamentale dans les coefficients de comparaison de l'économie mondiale, car le contrebandier n'importe que des produits étrangers qui sont d'une qualité supérieure et meilleur marché que les nôtres. Soit dit en passant, c'est à cause de cela que la lutte pour la qualité de la production est la meilleure méthode de lutte contre la contrebande, qui fait actuellement sortir du pays pour des douzaines et des douzaines de millions de change. La contrebande s'intéresse surtout aux petits articles, mais c'est justement cette binteloterie qui joue un rôle énorme dans la vie journalière.

Il y a un autre domaine dans lequel les comparaisons avec l'étranger n'ont, à vrai dire, jamais cessé : c'est celui des machines et instruments agricoles. Le paysan connaissait la faux autrichienne et la comparait toujours à la nôtre. Il connaissait l'Américaine Mac-Cormic, le Canadien Harris, l'Autrichien Heydt, etc. Actuellement, toutes ces comparaisons continuent dans la mesure où notre agriculture prend de l'essor et où la demande en machines agricoles augmente de nouveau, et au-dessus d'elles s'établit une nouvelle comparaison : comparaison entre le tracteur américain « Fordson » et notre modèle. Si un paysan qui vient d'acheter une batteuse actionnée par des chevaux, voit, après deux ou trois heures, se briser sous ses yeux une barre en fer de mauvaise qualité, il soulignera ce fait d'un triple « mot d'ordre » qui dépassera n'importe quel terme énergétique. En ce qui concerne l'ouvrier, le coefficient de comparaison ne le gêne pas tant dans les produits qu'il fabrique lui-même que dans ceux qui servent pour la production, ainsi qu'en partie pour la consommation. Il connaît fort bien la qualité des tours, des mesures, du matériel, des instruments de provenance américaine ou russe. Inutile de dire que les ouvriers qualifiés sont extrêmement sensibles à ces différences de qualité et que l'une des tâches de l'apprentissage chez nous consiste dans l'accroissement de cette sensibilité de l'extrémité des doigts.

Ce qui vient d'être dit suffit sans doute pour prouver que les coefficients de comparaison de la production mondiale ne sont pas pour nous un vain jeu de l'imagination, mais une chose de la plus haute importance pratique qui reflète les nouvelles tâches de notre développement économique.

Ce système de coefficient de comparaison nous fournit aussi une vue transversale de notre économie actuelle d'après le niveau atteint par l'économie mondiale. L'évaluation moyenne de coefficient de notre production totale indiquera le degré de notre retard dans le domaine de la production, exprimé par un chiffre exact.

Mesuré en espacements périodiques, les chiffres mesurant les marchandises et la moyenne du coefficient qui vient d'être mentionné donneront ensemble l'image de ce que nous avons atteint et nous indiquera l'allure de notre progrès aussi bien dans les différentes branches de l'industrie que dans l'industrie totale.

Quand on roule en voiture, on estime le chemin parcouru à vue d'œil ou d'après l'ouïe ; l'automobile, par contre, à son compteur kilométrique automatique. Dorénavant, notre industrie ne devra pas faire un pas en avant sans un « compteur de vitesse internationale », dont les indications seront le point de départ non seulement de nos mesures économiques les plus importantes, mais aussi de beaucoup de nos résolutions politiques.

S'il est exact que la victoire d'un ordre social dépend de la supériorité de la productivité de travail qui est inhérente — ce qui est indiscutable pour des marxistes — il nous faut une évaluation quantitative et qualitative exacte de la production de l'économie soviétique, aussi bien pour nos opérations commerciales courantes, que pour la critique d'une étape donnée de notre évolution historique.

4. L'allure du développement, ses limites matérielles, ses possibilités

Dans les années 1922-24, l'essor industriel était, avant tout, conditionné par l'industrie des objets manufacturés. Dans l'année économique courante (1924-25) la prédominance semble aller vers les branches de l'industrie qui produisent les moyens de production. Cependant, ces derniers se sont aussi rétablis en utilisant l'ancien capital de base (fixe). Dans l'année économique à venir, où le capital de base transmis par la bourgeoisie est exploité à 100%, nous nous approchons beaucoup d'un renouvellement du capital fixe. La Commission du Plan d'État prévoit comme augmentation totale du capital, pour l'industrie (y compris l'électrification) 830 millions de roubles, pour les transports 236 millions de roubles, pour les constructions de logements et autres 375 millions de roubles, pour l'agriculture 300 millions de roubles, - ce qui fait ensemble presque 1,8 milliards de roubles, dont plus de 900 millions de roubles de nouveaux investissements, c'est-à-dire venant d'une accumulation de l'ensemble de l'économie. Ce plan, qui n'est qu'ébauché, et non encore approuvé définitivement, fait faire un pas immense à la répartition des ressources matérielles du pays : jusqu'ici, nous travaillions avec un capital de base tout trouvé, que nous ne faisons que compléter et renouveler par-ci, par-là. Dès maintenant, nous devons renouveler entièrement ce capital. C'est en cela que consiste la différence fondamentale entre la période économique qui commence et celle que nous laissons derrière nous.

Du point de vue d'un économiste isolé, par exemple d'un chef de trust, il pourrait sembler que l'allure du développement dépend des crédits qu'il obtient de la banque. « Donnez-moi tant et tant de millions, et je fais poser un nouveau toit, je fais installer de nouveaux tourneurs, j'augmente de dix fois la production, je diminue les frais de moitié, et j'obtiens une qualité européenne » ; combien de fois entend-on de telles paroles ! Mais, cependant, c'est un fait qu'en réalité le financement n'est jamais un facteur primaire. L'allure du développement économique est déterminée par les conditions mêmes du programme de production. Le commentaire de la Commission du Plan d'État, dont nous avons connaissance, rappelle cela tout à fait à propos « Ce qu'il faut considérer comme limite universelle et unique de l'allure d'un développement social possible, comme limite qui, de son côté détermine tous les facteurs particuliers et limitatifs, y dit-on, c'est l'ampleur de l'accumulation totale de l'économie sociale dans sa forme matérielle, c'est-à-dire l'ensemble de tous les biens nouvellement acquis, qui dépassent les besoins de la simple reproduction et représentent donc de ce fait une base matérielle suffisante pour une reproduction, pour une reconstruction élargie. » Les billets de banque, actions, obligations, lettres de crédit et autres « valeurs papiers », n'ont, en eux-mêmes, aucune importance pour l'ampleur et l'allure du développement économique : ce ne sont là que des moyens pour le calcul et la répartition des valeurs matérielles. Du point de vue capitaliste privé, et, en général, du point de vue économique privé, ces valeurs ont naturellement une signification en elles-mêmes : elles assurent à leurs possesseurs une certaine somme de valeurs matérielles. Mais, du point de vue économique social qui, dans les circonstances où nous sommes, coïncide à peu près avec l'intérêt d'État, les valeurs papiers en elles-mêmes n'ajoutent rien à la masse de produits matériels, qui servent à l'amplification de la production. Nous devons donc partir de cette base réelle de l'amplification de la production. L'utilisation de l'argent dans son chemin à travers le budget, à travers les banques, les emprunts de reconstruction, les fonds industriels, etc., n'est qu'une méthode de répartition de certains biens matériels entre les différentes branches de l'économie.

Dans les années d'avant-guerre, notre industrie s'accroissait en moyenne de 6-7% par an. Ce coefficient est assez élevé. Mais il apparaît absolument minime en comparaison des coefficients d'aujourd'hui où l'industrie augmente de 40-50% dans l'année. Mais cependant, ce serait une erreur grossière d'opposer simplement et sans plus, ces deux coefficients de croissance. Jusqu'au moment de

la guerre, l'accroissement de l'industrie s'accomplissait surtout par la construction de nouvelles usines. En ce moment, cet agrandissement se fait dans une bien plus grande mesure par l'utilisation des anciennes usines et par l'utilisation de l'ensemble de l'outillage déjà existant.

De là, l'allure tout à fait extraordinaire de l'essor. Et il est tout à fait naturel qu'au moment de la fin du processus de reconstruction, le coefficient de croissance baisse sensiblement. Cette circonstance a une importance tout à fait extraordinaire, car elle détermine, dans une certaine mesure, notre situation à l'intérieur du monde capitaliste. Il faudra que la lutte pour notre place socialiste «au soleil», soit, d'une façon ou d'une autre, une lutte pour un coefficient de croissance de production le plus élevé possible. Cependant, la base et, en même temps, la valeur limite de cette croissance, consiste dans la masse disponible de valeurs matérielles.

Mais, s'il en est ainsi, si le processus de reconstruction rétablit chez nous, au fond, les anciennes relations entre l'agriculture et l'industrie, entre le marché de l'intérieur et celui de l'étranger (exportation de blé et de matière première, importation de machines et d'objets manufacturés), cela ne signifierait-il pas qu'il tend aussi à rétablir le coefficient de croissance économique d'avant-guerre, et que nous devons descendre des 40-50% d'aujourd'hui au 6% de l'époque d'avant-guerre ? À cette question, on ne peut naturellement pas faire pour le moment, une réponse très précise. Cependant, nous pouvons dire avec certitude : avec l'existence d'un État socialiste, d'une industrie socialiste et d'une réglementation de plus en plus fermement établie des processus économiques fondamentaux (dont font partie l'exportation et l'importation), nous pourrions conserver, même après avoir atteint le niveau d'avant-guerre, un coefficient de croissance qui dépassera, de loin, aussi bien notre propre coefficient d'avant-guerre que la moyenne des chiffres de comparaison capitalistes.

En quoi consistent nos avantages ? Nous les avons déjà énumérés :

Premièrement : chez nous, il n'y a pas, ou du moins, presque pas de classes parasites. En effet, l'accroissement n'était pas, avant la guerre, de 6%, mais au moins de deux fois plus. Mais la moitié seulement des capitaux accumulés pouvait être employée dans la production. L'autre moitié était gâchée et gaspillée par le parasitisme. C'est ainsi que le seul fait d'avoir supprimé le tsarisme et sa bureaucratie, la noblesse et la bourgeoisie, - en introduisant les autres conditions nécessaires - nous assure une augmentation du coefficient de croissance qui va de 6% à 12%, tout au moins à 9-10%.

Deuxièmement : la suppression du principe de la propriété privée, donne à notre Administration d'État, la possibilité de disposer n'importe quand, avec toute la liberté nécessaire, des moyens requis pour une période économique donnée. Les dépenses non productives du parallélisme économique, de la concurrence, etc., sont fortement amoindries et diminueront encore dans l'avenir. Ce n'est que grâce à ces circonstances qu'un essor aussi rapide a été possible sans secours étranger durant les dernières années. Plus tard, seule la répartition (selon le plan économique) des moyens et des forces, nous donnera la possibilité d'atteindre, dans une bien plus grande mesure que jusqu'à présent, et en employant les mêmes moyens, un niveau de production beaucoup plus élevé que celui de la société capitaliste.

Troisièmement : l'établissement du principe du Plan d'État dans la technique de production, que nous venons seulement d'introduire (la standardisation, la spécialisation des fabriques, et leur unification, de manière à ce qu'elles représentent un organisme de production harmonique), promet, pour des temps très prochains, une augmentation considérable et toujours croissante de notre coefficient de production.

Quatrièmement : la société capitaliste vit et se développe selon une succession de périodes d'essor et

de crises, qui, après la guerre, a pris le caractère de convulsions malades. Il est vrai que notre économie, elle aussi, a eu ses crises. Et, bien plus : notre dépendance croissante du marché mondial représente, comme nous le démontrerons plus loin, une source possible de crises dans notre propre économie. Néanmoins, la prévoyance et la régularisation croissantes du Plan d'État devra considérablement réduire les périodes de crises dans notre développement et assurer ainsi un surplus d'accumulation considérable.

Voici nos quatre avantages, les supériorités qui ont déjà joué, dans une grande mesure, pendant les dernières années. Leur importance ne diminuera pas, mais, au contraire, augmentera en approchant de la fin de la période de reconstruction. Ces quatre avantages, correctement utilisés, nous donneront, dans les prochaines années, la possibilité d'augmenter le coefficient de croissance de notre industrie non seulement du double des 6% d'avant-guerre, mais du triple et même peut-être davantage.

Mais ceci n'épuise pas la question. Les avantages de l'administration socialiste qui viennent d'être énumérés, ne prouveront pas seulement leur efficacité dans les processus de l'économie intérieure, mais ils augmenteront aussi beaucoup en raison des possibilités offertes par le marché mondial. Jusqu'à présent, nous avons considéré celui-ci avant tout au point de vue des écueils économiques qu'il recèle. Cependant, le marché mondial capitaliste ne renferme pas pour nous que des raisons d'épouvante, il nous ouvre aussi de très grandes possibilités. Notre accession aux conquêtes de la technique scientifique, à ses applications les plus compliquées, augmente toujours. Ainsi, si le marché mondial, en englobant une économie socialiste, lui crée des dangers, il lui accorde cependant, pour peu que celui-ci règle avec précision son trafic économique, de puissants remèdes contre ces dangers. Si nous savons profiter convenablement du marché mondial, nous pourrions accélérer considérablement le processus du déplacement des coefficients de comparaison en faveur du socialisme.

Sans aucun doute, nous pourrions avancer en sondant prudemment et lucidement chaque mètre d'eau navigable ; car c'est un fleuve sur lequel notre bateau socialiste navigue pour la première fois. Mais toutes les indications de notre sondage permettent de penser que ce fleuve devient plus large et plus profond à mesure que nous avançons.

5. Le développement socialiste et la puissance du marché mondial

Du point de vue de l'économie sociale, en opposition avec le point de vue de l'économie privée, des valeurs-papiers ne peuvent pas, en elles-mêmes, hâter l'essor de la production, pas plus que l'ombre d'un homme ne saurait agrandir sa taille. Du point de vue de l'économie mondiale, la question se pose d'une manière différente. Les billets de banque américains en eux-mêmes ne peuvent pas produire un seul tracteur; mais si un bon nombre de ces billets de banque appartient à l'État soviétique, alors on peut importer des tracteurs des États-Unis.

En face de l'économie mondiale capitaliste, l'État soviétique se comporte comme un propriétaire privé gigantesque : il exporte ses marchandises, en importe d'étrangères, il use de son crédit, il achète des moyens techniques à l'étranger; finalement il attire le capital étranger sous forme de sociétés mixtes et de concessions.

Le processus de « reconstruction » nous a aussi rétabli dans nos droits au marché mondial. Il ne faut vraiment pas oublier un seul instant la grande dépendance qui existait entre l'économie de la Russie capitaliste et le capital mondial. Il suffit de rappeler que presque les deux tiers de notre outillage d'usines et d'établissements de toutes sortes étaient importés de l'étranger. C'est une proportion qui, aujourd'hui encore, n'a pas considérablement varié. Cela signifie qu'il ne sera sans doute pas économiquement avantageux pour nous de produire, dans notre pays et dans les *prochaines années*,

plus qu'environ deux cinquièmes, ou tout au plus, la moitié de l'outillage. Si nous voulions engager d'un seul coup nos moyens et nos forces dans la production de nouvelles machines, nous déplacerions les relations nécessaires entre les différentes branches de l'économie et entre le capital de base et le capital de roulement dans une seule branche de l'économie, ou bien — si nous conservions intactes ces relations — nous diminuerions beaucoup l'allure de la croissance économique. Cependant, un ralentissement de l'allure est beaucoup plus dangereux pour nous que l'importation de machines étrangères, ainsi qu'en général de toutes les machines nécessaires.

Nous empruntons la technique étrangère, les *directives pour la production*, étrangères. De plus en plus, les ingénieurs de chez nous partent en Europe et en Amérique, et ceux d'entre eux qui en sont capables rapportent de là-bas tout ce qu'il faut pour hâter notre relèvement économique. Nous allons de plus en plus vers l'acquisition, vers l'achat direct de l'aide technique étrangère, en alliant nos trusts à des firmes étrangères éminentes qui prennent l'engagement de développer chez nous, dans l'espace d'un temps donné, la production de certains produits.

L'importance décisive qu'a le commerce extérieur pour notre agriculture est évidente. L'industrialisation, et, par suite, la collectivisation de l'agriculture, progressera parallèlement à la croissance de notre exportation. En échange de produits agricoles, nous obtenons des machines agricoles ou des machines pour la production de machines agricoles.

Mais il ne s'agit pas seulement de machines. Chaque produit étranger qui comble un vide quelconque dans notre système économique, que ce soit en matières premières, en objets à demi-confectionnés ou en objets usuels, peut, dans certaines circonstances hâter l'allure de notre construction économique, et, en même temps, la faciliter. L'importation d'articles de luxe et d'objets usuels de nature parasitaire, ne peut naturellement que contribuer à ralentir notre développement. Par contre, l'importation de certains objets usuels se faisant à temps opportun, et dans la mesure où ceux-ci servent à établir l'équilibre nécessaire sur le marché et à remplir les lacunes du budget ouvrier ou paysan, hâtera certainement notre évolution économique générale.

Le commerce extérieur, dirigé par l'État qui achève avec la souplesse nécessaire le travail de l'industrie étatique et du commerce intérieur, constitue un instrument puissant pour l'accélération de notre essor économique. Le commerce extérieur aura naturellement une action très féconde, d'autant plus grande que son crédit multipliera ses possibilités sur le marché mondial.

Quel rôle le crédit étranger joue-t-il dans le développement de notre économie ? Le capitalisme nous accorde des avances sur *cette* accumulation qui n'existe pas encore, et que notre tâche est de créer, dans un, ou deux, ou cinq ans. De cette manière, la base de notre évolution dépasse le cadre des ressources matérielles que nous avons rassemblées jusqu'à ce jour. Si nous pouvons hâter le processus de production à l'aide d'une « recette » de la technique européenne, nous le pourrions encore mieux à l'aide d'une machine européenne ou américaine que nous pouvons obtenir à crédit. La dialectique du développement historique oblige le capitalisme à être pour un certain temps le créancier du socialisme. Du reste, le capitalisme ne s'est-il pas engraisé aux dépens de l'économie féodale ? Une dette historique *exige* l'amortissement.

L'existence des concessions est aussi la conséquence de ce point de vue. La concession réside en ceci: apporter chez nous un outillage et des méthodes de production étrangères, et les avances faites à notre économie par *l'accumulation du capital mondial*. Dans quelques branches industrielles, les concessions peuvent et doivent prendre une plus grande importance. Il est inutile de dire qu'avec la politique des concessions, les mêmes barrières subsistent, pour nous comme pour le capital privé en général : l'État garde en son pouvoir les moyens de contrôle, et veille avec sévérité à ce que la prédominance décisive de l'industrie étatique sur l'industrie « concédée » soit assurée. Mais à l'intérieur de ces limites, les portes restent largement ouvertes à la politique des concessions.

C'est aussi de ce point de vue que sont possibles, comme « couronnement » de tout le système, les emprunts nationaux. Un emprunt national est la forme la plus pure d'une avance consentie sur notre accumulation socialiste future. L'or réuni, grâce aux emprunts, assure, puisqu'il est la marchandise par excellence, la possibilité d'acheter à l'étranger des produits tout faits, des matières premières, des machines, des brevets, et de faire venir d'Europe et d'Amérique les meilleurs ingénieurs et techniciens. De tout ce que nous avons dit jusqu'à présent, résulte pour nous la nécessité de nous orienter plus encore que cela n'a été fait jusqu'à présent, d'une manière juste, c'est-à-dire systématique et scientifique, dans *toutes* les questions économiques mondiales. Quelles machines importer, pour quels établissements, quand, quelles autres marchandises et dans quel ordre, dans quelles proportions répartir les fonds en devises entre les différentes branches de l'industrie, quels spécialistes rechercher, pour quelles branches de l'économie rechercher du capital de concession, dans quelle mesure, à quelles échéances ? Il est clair que ces questions ne peuvent pas être résolues du jour au lendemain, au hasard, ou d'une manière occasionnelle au point de vue économique. Les esprits de nos hommes politiques sont en ce moment occupés, avec persévérance et non sans succès, à chercher des solutions méthodiques à ces questions et à beaucoup d'autres qui ne peuvent pas en être séparées, tels les problèmes primordiaux de l'exportation. Il s'agit de maintenir les rapports (dynamiques) entre les principales branches de l'industrie et l'économie totale, en faisant intervenir dans ces rapports et au moment opportun, tels éléments de l'économie mondiale qui soient susceptibles d'accélérer la dynamique du processus considéré dans son ensemble.

Pour la résolution des questions pratiques et de détail qui en résultent, ainsi que pour la mise au point des plans de perspective — à un an, cinq ans, ou une plus longue échéance encore —, le travail à l'aide des coefficients de comparaison est un secours inappréciable et irremplaçable. Si les coefficients de comparaison sont particulièrement défavorables pour certaines branches importantes de l'industrie, ce sera une indication prouvant la nécessité de recourir à l'étranger, aussi bien pour des produits finis que pour des brevets, des indications techniques, des machines neuves, des spécialistes, ou des concessions. La politique commerciale et des concessions ne peut remplir son rôle stimulant, conforme au plan, que si elle s'appuie sur le système profondément étudié et généralisé des coefficients de comparaison de l'industrie.

Les mêmes méthodes devront ensuite être à la source des décisions concernant le *renouvellement* du capital de base et l'accroissement de la production. Pour quelles branches de l'industrie faudra-t-il d'abord renouveler l'outillage ? Quelles nouvelles usines faut-il construire en premier lieu ? Il est inutile de dire que les besoins et les desiderata dépassent de beaucoup les possibilités. Quel est donc la voie à suivre pour résoudre ces problèmes ?

D'abord, il faut naturellement savoir exactement quelle proportion de l'accumulation on peut utiliser pour le renouvellement de l'outillage dans les usines existantes et pour la création de nouvelles usines. Nous couvrirons les besoins les plus urgents et les plus criants au moyen de notre propre accumulation. Et si, dans l'avenir, nous ne trouvons pas à utiliser d'autres sources, ce serait l'accumulation intérieure qui fixerait la mesure de l'accroissement de la production.

En même temps, il est absolument nécessaire de fixer l'ordre de succession des demandes au point de vue des besoins du processus économique considéré dans l'ensemble. Les coefficients de comparaison indiqueront ici, directement, les domaines économiques qui exigent, en premier lieu, une augmentation du capital de base. Ainsi, se présente dans ses contours les plus grossiers — et avec l'omission volontaire de toute une série de détails qui compliquent la question — le passage vers les solutions des questions selon le plan, questions qui sont liées au renouvellement et à l'accroissement du capital de base industriel.

6. La socialisation du processus de production

Un État qui tient entre ses mains l'industrie nationalisée, le monopole du Commerce extérieur et le monopole de l'importation du capital étranger pour tel ou tel domaine économique, dispose de ce fait seul d'un grand arsenal de moyens par la combinaison desquels il peut accélérer l'allure du développement économique. Mais tous ces moyens, bien qu'ils ressortent de la nature de l'État socialiste, ne pénètrent cependant pas dans le domaine même du *processus de production*. En d'autres termes : si nous avons maintenu jusqu'à aujourd'hui l'organisation de toutes les usines et fabriques qui étaient établies en 1913, leur nationalisation, même sous la forme d'organisation de cette époque, nous offrirait par la répartition des moyens économiques selon le plan, des avantages énormes.

Les progrès économiques de la période de reconstruction ont été précisément obtenus grâce aux méthodes socialistes de la répartition de la production, c'est-à-dire grâce aux méthodes du plan économique ou du demi-plan économique, qui doit, assurer des moyens nécessaires aux différentes branches de l'économie sociale. Nous considérons aussi les possibilités résultant de nos rapports avec le marché mondial surtout du point de vue des moyens supplémentaires pour notre production et non encore du point de vue de l'organisation de l'exploitation intérieure.

Cependant, il ne faut pas un instant perdre de vue que les avantages fondamentaux du socialisme se trouvent justement dans le domaine de la production même. Ces avantages, dont nous avons usé jusqu'ici à un faible degré dans l'économie soviétique, ouvrent les plus grandes perspectives sur l'accélération de l'allure du développement économique. Il faut s'occuper, en premier lieu, de la nationalisation réelle (socialisation) de la pensée technique scientifique et de toute activité de recherche dans le domaine de la production ; ensuite d'une solution centralisée, selon le plan, des questions énergétiques de l'économie en général et de chaque division économique en particulier ; ensuite de la standardisation (ou normalisation) de tous les autres produits, et, finalement, d'une spécialisation consécutive des usines elles-mêmes.

Le travail de la pensée technique-scientifique ne connaît plus chez nous les barrières rétrécissantes de la propriété privée. Toute acquisition d'organisation ou d'ordre technique d'une usine quelconque, tout perfectionnement des méthodes chimiques ou autres, peut devenir, sans formalité aucune, le bien commun de toutes les fabriques et usines qui y sont intéressées. Les instituts de sciences techniques ont, chez nous, la possibilité de vérifier leurs appositions et leurs hypothèses dans n'importe quelle entreprise de l'État ; et, inversement, chacune de ces entreprises peut profiter à tout moment, grâce aux instituts, de l'expérience accumulée dans l'ensemble de l'industrie. La pensée technique-scientifique est en principe mise en commun, socialisée, chez nous. Mais dans ce domaine aussi, nous sommes loin d'être délivrés des barrières en partie idéologiques, en partie matérielles et conservatrices que nous avons hérité et dont nous avons pris possession en même temps que de la propriété nationalisée des capitalistes. Nous sommes en train d'apprendre à utiliser de plus en plus étroitement les possibilités qui résultent de la nationalisation des facultés techniques-scientifiques. Dans ce sens, nous obtiendrons, dans les prochaines années, des avantages innombrables qui, dans leur ensemble, mèneront à ce résultat pour nous appréciable : l'accélération de l'allure du développement.

Une autre source d'économie (sociale), et par suite d'augmentation de la production de travail, peut résulter d'une bonne organisation de l'énergie. Toutes les branches de l'industrie, toutes les usines et, en général l'activité matérielle toute entière de l'homme nécessite de la force motrice, ce qui signifie qu'on peut considérer celle-ci comme un facteur (plus ou moins) commun à toutes les branches de l'industrie. On démontre clairement que nous obtenons une économie gigantesque si nous « dépersonnalisons » les sources de force, c'est-à-dire si nous les séparons des usines détachées, auxquelles seule la propriété privée les reliait, et non la conformité économique, sociale ou technique.

L'électricité de plan économique n'est qu'une partie du programme total de la nationalisation de l'exploitation de la chaleur et de la force. Si on n'exécute pas ce programme, la nationalisation des moyens de production restera privée de ses résultats les plus importants. La propriété privée ayant été abolie chez nous en tant qu'institution de droit constitutionnel est une forme d'organisation des entreprises elles-mêmes qui — techniquement — représentent des petits mondes reposant sur eux-mêmes. La tâche qui se présente est donc celle de faire pénétrer le principe de nationalisation dans le processus de production, dans ses conditions techniques matérielles. Il s'agit de nationaliser réellement l'énergie. Cela concerne aussi bien les stations de force motrice qui existent déjà que, dans une bien plus grande mesure, celles qui sont à créer. L'usine du passage de la vallée du Dniepr (en tant que combinaison de grande station de force motrice et de toute une série de consommateurs de l'industrie et des transports) est construite déjà dans son plan technique selon le principe du socialisme. C'est à des entreprises de cette catégorie qu'appartient l'avenir.

La standardisation des produits représente un autre levier d'essor industriel. Lui sont soumises non seulement les allumettes, les tuiles et les produits textiles, mais aussi les machines les plus compliquées. Il s'agit d'en finir avec le despotisme du consommateur, suite, non de ses besoins, mais de son manque de moyens. Tout consommateur est aujourd'hui forcé d'improviser et de chercher au lieu d'obtenir des échantillons tout prêts, bien adaptés à ses besoins et scientifiquement vérifiés. La standardisation doit réduire au minimum le nombre des types de chaque produit, en tenant compte uniquement de la particularité des différents domaines économiques ou du caractère spécifique des besoins d'une production.

Standardisation signifie mise en commun, relativement au côté technique de la production. Nous voyons comment dans ce domaine la technique des principaux pays capitalistes brise l'enveloppe de la propriété privée et s'oriente vers la négation de la concurrence, du « travail libre » et de tout ce qui s'y rapporte.

Les États-Unis ont fait des progrès énormes dans la baisse des prix de la production par la standardisation des types et des qualités et par la réalisation de normes de production techniques scientifiques. Leur bureau de standardisation (division of Simplified Practice) a fourni, en collaboration avec les producteurs et les consommateurs intéressés, un travail de standardisation qui comprend des douzaines de petits et de grands objets. En voici le résultat : 500 types de limes au lieu de 2.300 ; 70 types de fil de fer au lieu de 650 ; 3 types de tuiles au lieu de 119 ; 76 types de charrues au lieu de 312 ; 29 types de semeuses au lieu de près de 800 ; enfin 45 modèles de canifs au lieu de 300.

La standardisation rend hommage au nouveau-né, car la simplification de la voiture d'enfant permet une épargne totale de 1.700 tonnes de fer et de 35 tonnes de plomb. La standardisation n'abandonne non plus le malade, car le nombre de types de lits d'hôpital a été abaissé de 40 à un seul. Même les enterrements ont été normalisés ; le cuivre, le bronze, la laine et la soie sont exclus de la production des cercueils. L'épargne faite sur les morts qui sont ainsi soumis à la standardisation, se monte à des milliers de tonnes de métal et de charbon, des centaines de milliers de mètres de bois par an.

La technique a mené, malgré les conditions du capitalisme, à la standardisation. Le socialisme demande impérieusement la standardisation en donnant à celle-ci de bien plus grandes possibilités. Mais nous n'avons fait que commencer ce travail. L'essor qu'a pris la production lui a créé maintenant les conditions matérielles qui lui sont absolument nécessaires. C'est vers la standardisation que doivent aller tous les processus de renouvellement du capital de base. Le nombre de types des produits doit être, en comparaison de ceux d'Amérique, bien plus réduit chez nous.

La standardisation ne permet pas seulement une plus grande spécialisation dans les usines, elle suppose celle-ci. Il faut que nous transformions les usines où l'on produit plus ou moins *tout* en des usines où l'on produit *quelque chose* d'une manière parfaite.

Pour notre honte il faut pourtant dire cependant qu'actuellement encore, au seuil du huitième anniversaire de l'économie socialiste on entend assez souvent des administrateurs et même des ingénieurs se plaindre de ce que la spécialisation de la production tue « l'esprit », comprime l'élan du travail, rend le travail dans les usines monotone, « ennuyeux », etc. Cette façon de voir pleurnicheuse et foncièrement réactionnaire rappelle de bien près, les subtilités popularisantes tolstoïennes qui ont trait aux avantages de l'artisanat par opposition à l'industrie d'usine. La tâche de transformer l'économie entière en un mécanisme unique fonctionnant automatiquement est la tâche la plus imposante qu'on puisse imaginer. Elle ouvre un champ d'action illimité à la force de travail technique, organisatrice et économique. Mais cette tâche n'est réalisable qu'avec la spécialisation de plus en plus audacieuse et persévérante des usines, l'automatisation, de la production et une réunion de plus en plus complète des usines gigantesques en une seule chaîne de production.

Les conquêtes actuelles des laboratoires étrangers, l'étendue des travaux américains de standardisation et les progrès des usines américaines dépassent de beaucoup nos débuts dans cette voie. Mais nos conditions étatiques et celles de notre droit de propriété sont beaucoup plus favorables à ce but, que les conditions de n'importe quel pays capitaliste. Et cet avantage l'emportera à mesure que nous avancerons. Pratiquement la tâche se résume à mesurer toutes les possibilités et à profiter de tous les moyens. Les résultats apparaîtront vite et alors seulement nous en ferons l'addition.

7. Les crises et autres dangers du marché mondial

Lorsque nos relations avec le marché mondial étaient encore peu développées, les fluctuations des changes du capitalisme n'agissaient pas tant par la voie du commerce que dans la politique, parce qu'elles aggravaient nos rapports avec le monde capitaliste et les adoucissaient en même temps. Par la suite, nous nous sommes habitués à considérer le développement de notre économie presque indépendamment des processus économiques qui ont lieu dans le monde capitaliste. Même après la reconstitution de notre marché et, par suite, des fluctuations du marché, des crises « d'écoulement, etc., nous jugions ces phénomènes tout à fait indépendamment de la dynamique capitaliste de l'Occident ou de l'Amérique. Et nous avons raison dans la mesure où notre processus de reconstruction se faisait dans le cadre d'une économie presque fermée. Mais avec l'accroissement rapide de l'exportation et de l'importation, la situation change complètement. Nous devenons un élément — élément extrêmement original, mais qui n'en est pas moins un élément véritable — du marché mondial. Mais ceci signifie que si ses facteurs généraux se transforment et varient d'une manière ou d'une autre, ils influenceront aussi notre économie. Une phase *économique* se définit très clairement par la manière dont le marché achète et vend. Dans le marché mondial, nous tenons aussi bien le rôle de vendeur que celui d'acheteur. À cause de cela, nous sommes déjà soumis économiquement, à un certain degré, au mouvement de flux et de reflux du commerce et de l'industrie sur le marché mondial.

L'importance de cette circonstance devient plus claire si nous nous représentons par une mise en opposition ce qu'elle nous apporte de nouveau. À chaque grande secousse économique (crise d'écoulement, etc.), l'opinion publique s'occupe intensément de la question, se demande à quel point, et si, d'une manière générale, des crises sont inévitables chez nous, etc. En faisant cela, nous ne dépassons généralement pas le cadre de l'économie presque fermée conforme à notre situation économique. Nous opposons le principe de plan économique, dont la base économique est formée par l'industrie nationalisée, et le principe élémentaire du marché dont la base économique est le village. La réunion du plan à la puissance élémentaire offre d'autant plus de difficultés que la puissance élémentaire économique dépend de la puissance élémentaire naturelle. De ce fait, résultait la perspective suivante : la progression du principe de plan économique s'accomplira dans la mesure de

la progression de l'industrie, de la progression de l'influence de celle-ci sur l'agriculture, de la progression de l'industrialisation et du développement syndical à la campagne, etc. Ce processus était conçu — quelle que fut la manière dont nous déterminions son allure — comme processus se produisant selon le plan. Mais ce chemin est lui-même sinueux et nous sommes arrivés à un nouveau tournant. Cela apparaît très clairement au sujet de l'exportation du blé.

Maintenant, il ne s'agit pas seulement de la récolte, mais aussi de la réalisation de cette récolte, et non seulement pour notre propre marché, mais aussi sur le marché européen. L'exportation du blé en Europe dépend de la puissance d'achat de l'Europe ; la puissance d'achat des pays industriels, de son côté (ce sont naturellement les pays industriels qui importent du blé) dépend du change. S'il se produit une crise dans le commerce et dans l'industrie, l'Europe importera de chez nous beaucoup moins de blé et encore beaucoup moins de bois, de chanvre, de peaux, de pétrole, que si les changes industriels sont à la hausse. La rétrogradation de l'exportation amènera forcément une rétrogradation de l'importation. Si nous n'exportons pas une quantité suffisante de matières premières et de vivres, nous ne pourrons pas importer les machines, le coton, etc. nécessaires. Si la force d'achat du paysan devait être, à la suite de la réalisation incomplète de nos prévisions d'exportation, plus petite qu'il n'est à prévoir, cela pourrait amener une crise dans la reproduction; au contraire, si nous manquions de marchandises, nous serions, dans le cas d'une exportation restreinte, dans l'impossibilité de combler cette pénurie à l'aide de l'importation de produits tout faits, des machines nécessaires et des matières premières (par exemple du coton déjà mentionné). En d'autres termes, une crise commerciale et industrielle de l'Europe et, à plus forte raison, du monde entier, peut amener chez nous une vague de crises. Au cas d'un essor considérable du commerce et de l'industrie européens, par contre, la demande en bois et en chanvre, ces matières premières étant nécessaires à l'industrie, augmentera immédiatement ; il en sera de même pour le blé dont la demande augmentera à mesure que le change des populations d'Europe s'améliorera. Ainsi l'essor du commerce et de l'industrie donnera là-bas l'impulsion nécessaire à notre essor dans le commerce, dans l'industrie et dans l'agriculture, en facilitant la réalisation de nos marchandises d'exportation. Notre indépendance des fluctuations du marché mondial qui existait hier encore, disparaît. Non seulement tous les processus fondamentaux de notre économie dépendent des processus équivalents, mais ils sont soumis dans une certaine mesure à l'effet des lois qui dominent le développement capitaliste, donc aussi aux variations du change. Il en résulte donc une situation dans laquelle nous avons en tous cas intérêt à l'amélioration du change dans les pays capitalistes et dans laquelle, au contraire, nous aurons pour le moins à subir un préjudice au cas où ce change deviendrait plus mauvais.

Dans cette circonstance, inattendue à première vue, la même contradiction qui est à la base de la NEP et que nous avons déjà observée dans le cadre plus étroit de l'économie nationale fermée, apparaît d'une manière plus accusée. Notre organisation actuelle n'est pas seulement fondée sur la lutte du socialisme contre le capitalisme, mais aussi — jusqu'à un certain point — sur leur collaboration. Dans l'intérêt du développement des forces de production, nous ne faisons pas qu'admettre un roulement de commerce capitaliste privé, mais nous le soutenons même jusqu'à un certain point ! — et nous « l'installons » sous forme de concessions, de location d'usines et de fabriques. Nous avons un intérêt extrêmement grand au développement de l'économie paysanne, bien qu'elle n'ait pour le moment qu'un caractère de commerce presque entièrement privé, et que son essor ne favorise pas seulement les tendances du développement socialiste, mais aussi celles du capitalisme. Les dangers d'une telle coexistence et d'une pareille collaboration des deux systèmes économiques — du système capitaliste et du système socialiste (ce dernier utilisant aussi les méthodes du premier) — consiste dans le fait que les forces capitalistes soient plus fortes que nous, et nous menacent réellement.

Ce danger existait déjà dans l'économie fermée,²³ mais ce n'était que dans une plus petite mesure. L'importance des chiffres de contrôle de la Commission du Plan d'État consiste justement dans le fait que ces chiffres — nous l'avons exposé dans la première partie — ont prouvé incontestablement la prédominance des tendances socialistes sur les tendances capitalistes, sur la base de l'accroissement général des forces de production. Si nous avons l'intention (disons plutôt la possibilité) de rester jusqu'à la fin un État reposant au point de vue économique, uniquement sur lui-même, on pourrait considérer la question comme étant, en principe, résolue. Il n'y aurait alors de danger pour nous que politiquement, ou dans la menace d'une action guerrière venant de l'extérieur rompre notre unité. Mais étant entrée économiquement dans le système mondial de la répartition du travail, nous sommes soumis aux effets des lois qui dominent le marché mondial et le travail en commun, et la lutte entre les tendances économiques capitalistes et socialistes ont un champ beaucoup plus étendu, ce qui comporte de plus grandes possibilités, mais aussi de plus grandes difficultés.

Il existe donc une analogie profonde et parfaitement naturelle entre les problèmes qui se posaient chez nous dans le cadre des circonstances économiques intérieures au début de l'introduction de la NEP, et ceux qui résultant maintenant du fait de notre participation plus étroite au système du marché mondial. Cependant, cette analogie n'est pas complète. La collaboration et la lutte des tendances capitalistes et socialistes sur le territoire soviétique ont lieu sous le contrôle de l'État prolétarien. Bien que l'État ne soit pas tout puissant dans les questions économiques, la force économique de l'État qui soutient consciemment les tendances nouvelles du développement historique, est énorme. Tandis qu'il admet l'existence de tendances capitalistes, l'État ouvrier peut les tenir en laisse jusqu'à un certain point, en soutenant et en favorisant les tendances socialistes. Un des meilleurs auxiliaires dans cette tactique, ce sont le (système budgétaire de l'État et les mesures d'administration générale, le système de commerce d'État intérieur et extérieur, la favorisation des coopératives de consommation par l'État, une politique de concessions strictement adaptée aux besoins de l'économie étatique, bref, un *système complet de protectionnisme socialiste*. Ces mesures supposent la dictature du prolétariat et leur champ d'action se borne par conséquent seulement au territoire de la dictature.

Les pays avec lesquels nous entrons en relations commerciales toujours plus étroites ont un système exactement opposé — le protectionnisme capitaliste, au sens le plus large du mot. Voici en quoi consiste la différence. Sur le territoire soviétique, l'économie socialiste lutte contre l'économie capitaliste en ayant l'État ouvrier de son côté. Sur le territoire du marché mondial, le socialisme va contre le capitalisme que protège l'État impérialiste. Là, ce n'est pas que la lutte de l'économie contre l'économie, mais aussi celle de la politique contre la politique. Le monopole du commerce extérieur et la politique des concessions sont des instruments puissants de la politique économique de l'État ouvrier. Si, par conséquent, les lois et les méthodes de l'État socialiste ne peuvent pas être imposées au marché mondial, les rapports de l'économie socialiste avec le marché mondial dépendent cependant, dans une certaine mesure, de la volonté de l'État ouvrier. Par conséquent, un système du commerce extérieur, employé d'une manière juste, prend une importance tout à fait particulière et comprend un accroissement du rôle de la politique des concessions de l'État ouvrier.

Il ne peut pas s'agir ici d'épuiser la question. Ces lignes cherchent seulement à l'indiquer. La question elle-même comprend deux parties. Premièrement : avec quelles méthodes et à quel degré une action « de plan » de l'État ouvrier est-elle capable de préserver notre économie de l'influence des fluctuations du marché capitaliste ? Deuxièmement : dans quelle mesure et avec quelles méthodes l'État ouvrier peut-il protéger le développement futur des tendances socialistes de notre économie contre les pièges capitalistes du marché mondial ?

²³ Il va sans dire qu'elle n'était jamais parfaitement fermée et que nous n'opposons les types caractéristiques que pour la vision d'ensemble de l'exposé. (L. T.)

Ces deux questions se posaient aussi dans le cadre de l'économie « fermée ». Mais elles prennent actuellement une importance amplifiée à la mesure du marché mondial. Aux deux points de vue, l'élément du plan de l'économie prend une signification incomparablement plus grande que pendant la période écoulée. Le marché nous soumettrait sans aucun doute à son empire si nous nous mesurions avec le marché seul, car le marché mondial est plus fort que nous. Il nous accablerait, par ces fluctuations de change accentuées, et après nous avoir affaibli, il nous dominerait par la somme de ses marchandises au point de vue de la quantité et de la qualité. Nous savons comment un trust capitaliste quelconque cherche à se préserver de l'influence des grandes fluctuations de l'offre et de la demande. Même un trust, étant presque dans la situation d'un monopole, ne se pose pas comme tâche de couvrir le marché entier de sa production à tout moment. Dans les périodes de grand essor, les trusts admettent souvent l'existence d'autres entreprises, font couvrir par celles-ci le surplus des demandes et se préservent ainsi de nouveaux versements de capitaux, à un moment dangereux. Ces entreprises non trustées sont alors les victimes d'une nouvelle crise, souvent ce même trust en fait l'acquisition pour presque rien. Le trust prépare ainsi une nouvelle évolution en s'appuyant sur des forces de production accrues. Si la demande dépasse de nouveau sa capacité de production, le trust recommence le même jeu. En d'autres termes les trusts capitalistes s'efforcent de ne garantir qu'une demande absolument assurée et s'étendent à mesuré que celle-ci augmente, tandis qu'ils diminuent autant que possible les risques dus aux fluctuations des changes et les glissent à des entreprises de hasard qui remplissent pour ainsi dire le rôle de la réserve de production. Ce schéma n'est naturellement pas suivi toujours et partout, mais il est cependant typique, et nous nous en servons pour développer notre pensée. L'industrie socialisée représente « le trust des trusts ». Cet instrument de production gigantesque est bien moins qualifié qu'un seul trust capitaliste pour suivre toutes les courbes des demandes du marché. L'industrie de l'État réunie en un seul trust doit s'efforcer de couvrir une demande assurée par tout le développement précédent, en utilisant autant que possible, la réserve capitaliste privée pour garantir la demande excédante momentanée, laquelle peut être suivie d'une nouvelle restriction du marché. Le rôle d'une réserve pareille est rempli par l'industrie privée intérieure, dont fait partie l'industrie « concessionnée », et par la masse de marchandises du marché mondial. C'est dans ce sens, justement, que nous avons parlé de l'importance régularisatrice du système du commerce intérieur et de la politique des concessions.

L'État importe tels moyens de production, telles matières premières, tels objets qui sont absolument nécessaires à la conservation, à l'amélioration et à l'extension du processus de production selon le plan. En réduisant à un schéma des rapports extrêmement compliqués, la chose prendra l'aspect suivant : au moment d'une évolution du commerce mondial et de l'industrie mondiale, notre exportation augmentera encore, et en même temps la force d'achat de la population augmentera. Il est donc tout à fait clair, que si notre industrie dépensait immédiatement toutes les devises pour l'importation de machines et de matières premières afin d'étendre les branches de l'industrie y correspondant, la prochaine crise mondiale qui amènerait un amoindrissement de nos moyens économiques, condamnerait par ce fait les branches de l'industrie qui se seraient trop exposées et du même coup, dans une certaine mesure, l'industrie entière, à une crise. De tels phénomènes sont naturellement inévitables, jusqu'à un certain point. Les deux sources des fluctuations créant des crises sont, d'une part, l'économie paysanne, et d'autre part, le marché mondial. Mais l'art de la politique économique consistera à satisfaire la demande intérieure fortement accrue grâce aux moyens assurés par la production de l'État ; et, par contre, à satisfaire le surplus momentané de la demande en temps opportun, par l'importation de produits tout faits et par l'utilisation du capital privé. Dans ces circonstances, la baisse des changes mondiaux n'agira que très faiblement sur notre industrie d'État. Si le morcellement de la petite économie paysanne continue, l'économie paysanne étant dans tout ce travail de régularisation un élément d'une importance extrême, et même décisive dans certains cas,

on peut conclure à l'importance énorme d'organes tels que les coopératives de consommation et un appareil de commerce d'État extensible, organes qui sont censés donner la possibilité de calculer et de prévoir les fluctuations de l'offre et de la demande de la campagne.

Mais le processus de notre « incorporation » au marché mondial ne recèle-t-il pas d'autres dangers, plus grands ?

Au cas d'une *guerre* ou d'un blocus, ne sommes-nous pas menacés de la rupture mécanique d'un grand nombre d'éléments vitaux pour nous, car il ne faut pas oublier que les sentiments du monde capitaliste envers nous sont irrévocablement hostiles, etc. Ces pensées traversent beaucoup d'esprits. Parmi les chefs de la production, on peut trouver beaucoup d'adeptes inconscients ou à demi-conscients de l'économie « fermée ». Nous avons quelques mots à dire à ce sujet. Les emprunts aussi bien que les concessions et la dépendance croissante de l'exportation et de l'importation recèlent naturellement certains dangers. Il en ressort qu'il ne faut lâcher les brides dans aucun de ces processus. Mais il existe aussi un danger contraire et non moins grand, c'est celui qui consiste dans le retardement du développement économique, dans une allure de son évolution plus lente qu'elle ne le serait si on exploitait activement toutes les possibilités mondiales. Mais nous n'avons pas le libre arbitre dans le choix de l'allure, car nous vivons et nous nous développons sous la pression de l'économie mondiale. L'argument du danger de la guerre ou du blocus au cas de notre « incorporation » au marché mondial peut paraître trop mesquin et trop abstrait. Dans la mesure où l'échange international sous toutes ses formes nous fortifie économiquement, il nous affermit aussi pour le cas d'un blocus ou d'une guerre. Il ne peut pas y avoir de doute que nos ennemis peuvent encore essayer de nous faire subir cette épreuve. Mais premièrement, plus nos relations internationales économiques seront multiples, plus nos ennemis éventuels auront de mal à les rompre. Et deuxièmement, si cela devait arriver malgré tout, nous serions beaucoup plus forts qu'avec un développement fermé, et par conséquent limité. L'expérience historique des pays bourgeois nous apprend quelque chose à cet égard. À la fin du XIXe siècle et au commencement du XXe, l'Allemagne développa une industrie puissante et devint, grâce à celle-ci, un facteur extrêmement actif de l'économie mondiale. Son mouvement commercial extérieur et ses relations avec les marchés étrangers et d'outremer, se développa en peu de temps d'une manière gigantesque. La guerre mit brusquement fin à tout cela. À cause de sa situation géographique, l'Allemagne se vit dès le premier jour de la guerre dans un isolement économique presque complet. Et néanmoins le monde entier fut témoin d'une vitalité et d'une persévérance tout à fait extraordinaires de ce pays hautement industriel. La lutte précédente pour les marchés d'écoulement avait été chez lui la cause d'une élasticité étonnante de l'appareil de production, qu'elle exploita à fond pendant la guerre sur sa base nationale restreinte. La répartition du travail mondial est un facteur qu'on ne peut effacer. Nous ne pouvons accélérer notre propre développement de toutes parts qu'en profitant d'une manière conforme des moyens qui résultent des conditions de la répartition du travail mondial.

8. Remarques finales

Dans tout mon exposé, je suis resté d'un bout à l'autre sur la base du processus économique et de son développement pour ainsi dire logique. De cette manière, j'ai éliminé consciemment presque tous les autres facteurs qui non seulement influencent le développement économique, mais qui sont même capables de lui donner une direction entièrement opposée. Une conception économique aussi partielle est juste et nécessaire méthodologiquement, en tant qu'il s'agit d'un jugement d'ensemble d'un processus extrêmement complexe qui s'étend sur une longue série d'années.

Il faut trouver les solutions pratiques du moment en tenant compte autant que possible de tous les facteurs, dans leur conjonction instantanée. Mais quand il s'agit de la perspective du développement pour toute une époque, il faut absolument séparer les facteurs « saillants », c'est-à-dire avant tout le facteur politique. Une guerre, par exemple, pourrait avoir une influence décisive sur notre développement, et la révolution européenne victorieuse aussi. Et non seulement des événements venant de l'extérieur. Les processus économiques intérieurs produisent un réflexe politique très compliqué, qui de son côté peut devenir un facteur très important.

La classification économique du village qui ne recèle, comme nous l'avons démontré, aucun danger *économique* immédiat, c'est-à-dire le danger d'augmentation rapide des tendances capitalistes, peut néanmoins produire, dans certaines circonstances, des tendances *politiques* qui seraient hostiles au développement socialiste.

Les conditions politiques — aussi bien les conditions intérieures qu'internationales — représentent un enchaînement compliqué de problèmes dont chacun exige une analyse spéciale, en rapport étroit avec l'économie, naturellement. Cette analyse n'a pas été prise en considération, pour le but que se proposait cette étude. Tracer les tendances fondamentales du développement de la base économique ne signifie naturellement pas fabriquer une clé toute faite pour tous les changements des forces politiques, qui ont non seulement leur propre logique intérieure, mais aussi leurs perspectives et leurs difficultés. L'orientation économique et ses formes perspectives ne remplacent pas l'orientation politique, elle, ne fait que la faciliter.

Ainsi nous avons consciemment négligé dans le processus de notre analyse la question : combien de temps peut durer la méthode capitaliste ? Par quelles variations passera-t-elle et dans quel sens se développerait-elle ? Ici quelques variantes sont possibles. Nous n'avons pas l'intention de les examiner dans ces lignes finales ; il suffit de les mentionner. Peut-être réussirons-nous à y revenir dans un autre rapport.

La façon la plus simple de résoudre la question de la victoire du socialisme est par l'hypothèse que la révolution prolétarienne surviendra en Europe dans les toutes prochaines années. Cette « variante » n'est pas absolument la plus invraisemblable. Mais du point de vue du pronostic socialiste, cela n'entraîne aucune difficulté. Il est clair que dans la liaison de l'Union soviétique avec l'économie d'une Europe soviétique, la question des coefficients de comparaison de la production socialiste et capitaliste aboutirait à la victoire, même si la résistance de l'Amérique était on ne peut plus forte. Et on peut se demander si cette résistance durerait longtemps.

La question se complique énormément, si on émet avec réserve la supposition que le monde capitaliste qui nous entoure se maintienne encore quelques dizaines d'années. Mais une telle supposition n'aurait, en elle-même, aucun sens si nous ne la concrétisons pas par un certain nombre d'autres suppositions. Que devient, dans ce cas, le prolétariat européen et aussi le prolétariat américain ? Que deviennent les forces de production du capital ? Et si les dizaines d'années que nous avons supposées avec réserve, doivent être des années de flux et de reflux tumultueux, de cruelle guerre civile, d'arrêt, ou même de décadence économique, c'est-à-dire simplement un ralentissement des douleurs d'enfantement du socialisme ? Dans ces conditions, il serait clair que dans la période de transition, notre économie atteindrait la prédominance simplement à cause de la stabilité incomparable de notre base économique.

Si on suppose, par contre, que dans le cours des prochaines dizaines d'années, il se forme sur le marché mondial un nouvel équilibre dynamique, une sorte de reproduction, plus vaste, de la période comprise entre 1871 et 1914, alors le problème prend un aspect tout différent. En supposant un tel « équilibre », on admet une nouvelle expansion des forces de production, car « l'amour de la paix » relatif de la bourgeoisie et du prolétariat et la courbe opportuniste de la social-démocratie et des syndicats pendant les années qui ont précédé la guerre mondiale n'étaient possibles que grâce à une évolution

énorme de l'industrie. Il est parfaitement clair que si l'impossible devait devenir possible, l'invraisemblable une réalité : si le capitalisme mondial, et en premier lieu le capitalisme européen, devait trouver un nouvel équilibre dynamique (non pas pour ses combinaisons gouvernementales inconstantes mais pour ses forces de production) si la production capitaliste prenait dans les prochaines décades un nouvel essor énorme — ceci signifierait que nous, l'État socialiste, désirons bien changer de train, et même que nous quittons réellement le train de marchandises pour entrer dans le train omnibus, mais qu'en même temps nous aurions à rattraper un express. Exprimé plus simplement, cela signifierait que nous nous serions trompés dans les appréciations historiques fondamentales, cela signifierait que le capitalisme n'a pas encore rempli sa « mission » historique et que la phase impérialiste où nous sommes ne serait pas forcément une phase de décadence du capitalisme, de son agonie, de sa décomposition, mais seulement la préparation d'une nouvelle période de floraison.

Il est parfaitement clair que si le capitalisme reprenait de l'ampleur en Europe et dans le monde entier pour un grand nombre d'années, le socialisme dans un pays arriéré se verrait face à face avec des dangers colossaux. Dangers de quelle sorte ? Sous forme d'une nouvelle guerre que cette fois encore, le prolétariat européen « apaisé » par l'évolution, ne pourrait pas empêcher, d'une guerre, dans laquelle l'ennemi aurait une supériorité technique colossale ? Ou sous forme d'un « déluge » de marchandises capitalistes qui seraient de beaucoup meilleures et meilleur marché que les nôtres — de marchandises qui pourraient briser le monopole du commerce extérieur et, par suite, d'autres bases encore de l'économie socialiste ? Au fond se serait une question de seconde importance. Mais il est parfaitement clair pour tous les marxistes que le socialisme aurait une position difficile dans un pays arriéré, si le capitalisme n'avait pas que les chances de végéter, mais aussi celles d'un long développement des forces de production dans les pays avancés.

Mais il m'y a certainement aucune raison valable d'adopter cette seconde variante, et ce serait une bêtise de faire valoir d'abord une perspective fantaisiste dans son « optimisme » en faveur du monde capitaliste — et de se casser ensuite la tête pour trouver comment en sortir.

Le système économique européen et mondial représente pour le moment une telle accumulation de contradictions — qui ne font pas avancer son développement, mais lui nuisent à chaque pas — que l'histoire nous fournira dans les prochaines années des occasions bien suffisantes pour acquérir une allure accélérée, pourvu que nous exploitions comme il le faut tous les moyens de notre propre économie et de l'économie mondiale. En même temps, le développement européen déplacera (bien qu'avec des hésitations et des déviations), le « coefficient » de la force *politique* en faveur du prolétariat révolutionnaire. Dans l'ensemble, on peut supposer que le résultat du bilan historique sera plus que satisfaisant pour nous.